

N° 85-002-X au catalogue
ISSN 1205-8882
ISBN 978-0-660-71247-5

Juristat

Tendances récentes en matière de classement des affaires d'agression sexuelle et d'autres crimes violents déclarés par la police au Canada, 2017 à 2022

par Shana Conroy

Date de diffusion : le 26 avril 2024



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie, 2024

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Tendances récentes en matière de classement des affaires d'agression sexuelle et d'autres crimes violents déclarés par la police au Canada, 2017 à 2022 : Faits saillants

- En 2018, une nouvelle définition des affaires criminelles « fondées » est entrée en vigueur dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité. Depuis, il est d'usage que la police enregistre les affaires criminelles comme étant fondées — c'est-à-dire que les affaires déclarées ont bel et bien eu lieu —, sauf s'il y a une preuve crédible du contraire. Par ailleurs, une plus faible proportion d'affaires criminelles sont considérées comme « non fondées », alors que davantage d'affaires fondées sont « non classées » (ou non résolues) par la police.
- Cette nouvelle façon d'enregistrer les affaires criminelles se veut davantage axée sur les victimes et elle entraîne des répercussions importantes, car les données policières comprennent maintenant davantage d'expériences vécues par les victimes. Cet aspect revêt une importance particulière en ce qui concerne la façon dont la police traite les affaires d'agression sexuelle en raison des difficultés que pose souvent l'obtention de preuves pour ce type de crime. Une forte proportion d'affaires d'agression sexuelle non fondées peut avoir des répercussions négatives sur les victimes, notamment en les dissuadant de signaler les agressions à la police et de demander justice, ce qui empêche de tenir les auteurs de ces agressions responsables de leurs actes.
- L'agression sexuelle est un crime très sexospécifique : en 2022, les femmes et les filles représentaient 9 victimes sur 10 (90 %) d'affaires signalées à la police. L'âge médian des victimes était plus élevé chez les femmes et les filles que chez les hommes et les garçons (21 ans par rapport à 17 ans), et 30 % des victimes étaient des jeunes de 12 à 17 ans. La grande majorité (96 %) des auteurs présumés étaient des hommes et des garçons, et la plupart (74 %) des victimes d'agression sexuelle connaissaient l'auteur.
- En 2017 — dernière année complète de collecte de données avant l'entrée en vigueur de la nouvelle définition d'affaire fondée —, 14 % des agressions sexuelles signalées ont été considérées comme non fondées par la police. Cette proportion a diminué pour se fixer à 7 % en 2022. La même observation a été faite pour l'ensemble des crimes violents; en effet, le taux de crimes violents considérés comme non fondés est passé de 12 % à 7 % au cours de cette période.
- Le taux d'agressions sexuelles déclarées par la police a augmenté de 38 % de 2017 à 2022. Des hausses semblables ont été observées chez les femmes et les filles (+37 %) et chez les hommes et les garçons (+36 %). L'ensemble des crimes violents ont également progressé pendant cette période (+18 %), mais dans une moindre mesure que les agressions sexuelles.
- L'augmentation récente des agressions sexuelles déclarées par la police est en grande partie attribuable aux affaires non classées, lesquelles représentaient 48 % des agressions sexuelles en 2017 et 59 % en 2022. Selon les données policières, en 2022, la moitié (51 %) des affaires d'agression sexuelle non classées étaient des affaires dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation ou recommander une mise en accusation.
- Le nombre d'affaires d'agression sexuelle classées par mise en accusation a augmenté de 2017 à 2022. Cependant, en raison de la hausse du nombre d'affaires d'agression sexuelle fondées et non classées, la proportion d'affaires d'agression sexuelle classées par mise en accusation a diminué, passant de 34 % à 31 % au cours de cette période.

Tendances récentes en matière de classement des affaires d'agression sexuelle et d'autres crimes violents déclarés par la police au Canada, 2017 à 2022

par Shana Conroy

L'agression sexuelle est un crime très sexospécifique, et les femmes et les filles sont surreprésentées parmi les victimes de cette violence (Burczycka, 2021; Burczycka, 2020; Conroy et Cotter, 2017; Cotter, 2021; Cotter et Savage, 2019; Perreault, 2020a; Perreault, 2020b; Rotenberg et Cotter, 2018). Au cours des 10 dernières années, la perception et la compréhension du public à l'égard des agressions sexuelles et d'autres formes d'inconduite sexuelle ont grandement évolué. Plus particulièrement, le mouvement #MoiAussi (me too., 2023), qui a suscité beaucoup d'attention à la fin de 2017, a été le catalyseur d'un important dialogue privé et public sur ce sujet. Des expériences sexuelles non consenties plus anciennes et plus récentes ont été mises au jour, et les médias ont souligné les déséquilibres de pouvoir existants qui perpétuent une culture de stigmatisation, de honte et de silence dans laquelle ces types de comportements se produisent. Des affaires civiles et criminelles très médiatisées ont fait surface, de même que des reportages d'enquête, comme la série sur les affaires non fondées du *Globe and Mail* (Doolittle, 2017; Doolittle et autres, 2017), qui a révélé la surreprésentation des affaires d'agression sexuelle considérées comme non fondées par la police. Une prise de conscience pour divers domaines et industries a suivi et, pour certains, des politiques et des procédures institutionnelles ont été adaptées au fil du temps afin de prévenir les expériences sexuelles non consenties et d'y répondre plus efficacement.

Le suivi de la nature et de la prévalence de la criminalité est essentiel pour la prévenir et la combattre. Au Canada, le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) est le principal outil utilisé par les décideurs et les chercheurs pour suivre et déclarer la criminalité. Statistique Canada recueille des données sur tous les crimes qui sont portés à l'attention de la police au pays depuis la mise en œuvre du Programme DUC, en 1962. Depuis sa création, le Programme DUC a été révisé à plusieurs reprises afin d'améliorer la qualité des données recueillies, de réagir aux changements apportés aux définitions des différents types de crimes, ainsi que de mieux refléter les nouveaux types de crimes et de besoins en information.

L'un des changements apportés à la collecte des statistiques sur les crimes déclarés par la police est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018, lors de la diffusion de la nouvelle définition des affaires criminelles « fondées » à tous les services de police au Canada, à la suite de vastes consultations avec les partenaires et de l'élaboration d'une nouvelle norme nationale (Centre canadien de la statistique juridique, 2018; Greenland et Cotter, 2018). Depuis, il est d'usage que la police enregistre les affaires criminelles comme étant fondées — c'est-à-dire que les affaires déclarées ont bel et bien eu lieu —, sauf s'il y a une preuve crédible du contraire. Cette nouvelle façon d'enregistrer les affaires criminelles se veut davantage axée sur les victimes et reconnaît explicitement la validité de la déclaration par une tierce partie¹. En plus de cette définition révisée, d'autres catégories de réponse ont été ajoutées au Programme DUC afin de recueillir plus de renseignements sur l'état de classement des affaires, c'est-à-dire la façon dont la police catégorise les affaires qui sont portées à son attention, en particulier celles qui sont « non classées » (non résolues).

Ces renseignements sont particulièrement pertinents en ce qui concerne la manière dont la police traite les affaires d'agression sexuelle, en raison des difficultés que pose souvent l'obtention de preuves pour ce type de crime. Les données autodéclarées montrent que la plupart des agressions sexuelles ne sont pas signalées à la police. Parmi les crimes visés par l'Enquête sociale générale (ESG) de 2019 sur la sécurité des Canadiens (victimisation), c'est l'agression sexuelle² qui a été le moins souvent signalée à la police. En effet, comparativement à 36 % des voies de fait et à 47 %^E des vols qualifiés, seulement 6 % des agressions sexuelles ont été portées à l'attention de la police en 2019 (Cotter, 2021). Une fois les autres caractéristiques de l'affaire prises en compte, l'agression sexuelle était environ 80 % moins susceptible d'être signalée à la police que les autres crimes violents. À la suite des révisions apportées au Programme DUC, les données déclarées par les services de police comprennent un plus grand nombre d'expériences vécues par les victimes.

Des taux élevés d'affaires criminelles non fondées peuvent avoir des conséquences négatives pour les victimes d'agression sexuelle, et lorsqu'une agression sexuelle n'est pas signalée à la police, il est impossible que les auteurs soient tenus responsables. En 2019, les personnes qui ont déclaré avoir été victimes d'agression sexuelle étaient plus susceptibles de mentionner ne pas faire confiance à la police que celles qui n'ont pas été agressées sexuellement (17 % par rapport à 9 %)³. De plus, les victimes d'agression sexuelle étaient plus susceptibles que les victimes d'autres types de crimes violents (c.-à-d. voies de fait et vols qualifiés) d'affirmer ne pas avoir signalé l'incident à la police parce qu'elles jugeaient qu'il n'était pas assez important (65 % par rapport à 40 %), qu'elles considéraient que l'incident était une affaire privée ou personnelle (58 % par rapport à 37 %) et que le fait de communiquer avec la police les embêtait (57 % par rapport à 40 %)⁴. La normalisation d'une pratique de codage qui se veut davantage axée sur les victimes, c'est-à-dire que les victimes et les plaignants sont

crus, est un changement important qui permet à la police de recueillir des renseignements plus précis sur les affaires criminelles et d'obtenir justice pour les personnes touchées.

Le présent article de *Juristat* traite des tendances récentes en matière d'agressions sexuelles (une liste d'infractions criminelles est fournie à l'encadré 1) et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, à la suite des changements apportés au Programme DUC en 2018. L'analyse est axée sur l'état de classement des affaires, de même que sur les caractéristiques des victimes, des auteurs présumés et des affaires. Les résultats de 2017 sont comparés aux résultats des années qui ont suivi les changements. Les services de police ont maintenant eu suffisamment de temps pour mettre à jour leurs systèmes de gestion des dossiers et s'adapter aux nouvelles normes.

Cet article de *Juristat* a été produit avec l'aide financière de Femmes et Égalité des genres Canada, dans le cadre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe (Femmes et Égalité des genres Canada, 2022). Il précède un autre article de *Juristat* qui traitera des décisions rendues par les tribunaux dans les affaires d'agression sexuelle déclarées par la police au Canada.

Section 1 : Les affaires criminelles fondées et non fondées

La proportion d'affaires d'agression sexuelle considérées comme non fondées a diminué de 2017 à 2022

Avant 2018, une affaire était considérée comme fondée dans le Programme DUC si, après une enquête, la police avait déterminé qu'un crime avait été commis, même si l'auteur présumé était inconnu (Centre canadien de la statistique juridique, 2018). Par conséquent, la police devait établir qu'un incident s'était produit avant de donner suite à l'affaire (c.-à-d. trouver des éléments de preuve crédibles qui corroborent une déclaration de la victime ou du plaignant). En ce qui concerne les agressions sexuelles plus particulièrement, il existe une « lacune en matière de justice » (Haskell et Randall, 2019). Les victimes sont souvent traumatisées; elles peuvent signaler un incident plusieurs jours après qu'il s'est produit et avoir des trous de mémoire. Par conséquent, leur crédibilité et leur fiabilité peuvent être remises en question si elles ne se souviennent pas des détails de l'incident. Le manque de témoins et les liens possibles entre les victimes et les agresseurs peuvent aussi complexifier les enquêtes. Enfin, les idées fausses au sujet de la violence sexuelle et les mythes sur le viol persistent, ce qui complique davantage le processus pour obtenir justice (Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 2018; Orchowski et autres, 2022).

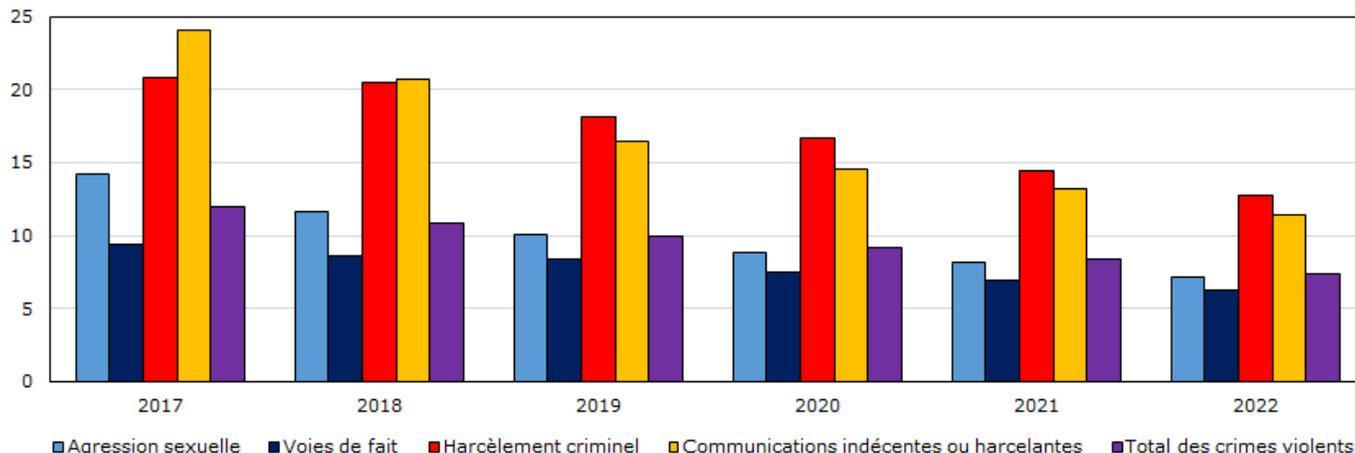
La définition d'affaire criminelle fondée a été mise à jour en janvier 2018 de la manière suivante : « **Une affaire est fondée s'il a été déterminé après l'enquête policière que l'infraction déclarée s'est produite ou qu'il y a eu tentative de commettre l'infraction** (même si l'accusé ou le suspect pouvant être inculpé [auteur présumé] n'est pas connu), **ou qu'il n'y a pas de preuve crédible confirmant que l'affaire n'a pas eu lieu. Cela comprend les rapports fournis par une tierce partie qui répondent à ces critères.** » Avec cette nouvelle définition, un manque de preuves corroborantes à la suite d'une enquête ne signifie pas qu'une affaire n'a pas eu lieu. En outre, depuis ce changement, un plus grand nombre d'affaires sont enregistrées dans les données policières. La normalisation d'une pratique en matière d'enregistrement des affaires criminelles qui reflète une approche davantage axée sur les victimes et qui tient compte des traumatismes est particulièrement importante pour les victimes d'agression sexuelle qui sont susceptibles de ressentir de la honte et d'être stigmatisées, d'estimer qu'elles ne seront pas crues par les autorités, ou de connaître l'auteur de l'agression et de s'inquiéter des conséquences de la dénonciation (Haskell et Randall, 2019; Orchowski et autres, 2022).

À la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle définition d'affaire criminelle fondée, il était prévu que les affaires non fondées diminueraient, étant donné que davantage d'affaires seraient jugées fondées, mais « non classées » (non résolues) par la police (c.-à-d. que les affaires faisaient toujours l'objet d'une enquête, que la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation ou recommander une mise en accusation⁵, ou que la victime ou le plaignant refusait de collaborer lorsqu'aucun auteur présumé n'avait été identifié; voir l'encadré 2). Les tendances récentes en matière de crimes violents déclarés par la police ont confirmé ces hypothèses : la proportion d'affaires considérées comme non fondées par la police a diminué.

En 2017, 14 % des affaires d'agression sexuelle déclarées ont été considérées comme non fondées par la police (14 % des agressions sexuelles de niveau 1, 7 % des agressions sexuelles de niveau 2 et 9 % des agressions sexuelles de niveau 3). Ce pourcentage a diminué pour s'établir à 7 % en 2022 (7 % des agressions sexuelles de niveau 1, 3 % des agressions sexuelles de niveau 2 et 4 % des agressions sexuelles de niveau 3; graphique 1)⁶.

Graphique 1 Agressions sexuelles et autres types de crimes violents non fondés déclarés par la police, Canada, 2017 à 2022

pourcentage d'affaires signalées à la police



Note : Une affaire criminelle est non fondée s'il a été déterminé après une enquête policière que l'infraction déclarée ne s'est pas produite et qu'il n'y a pas eu tentative de commettre une infraction. Les renseignements sur les affaires criminelles non fondées reposent sur le fichier de données agrégées du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, qui intègre toutes les affaires signalées à la police. Les données selon le genre de la victime ne sont pas accessibles à partir du fichier de données agrégées. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave commise contre la victime. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, fichier de données agrégées du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

La tendance était semblable pour l'ensemble des crimes violents. En 2017, 12 % des affaires de crimes violents ont été jugées non fondées. Cette proportion diminue chaque année depuis et s'établissait à 7 % en 2022. Parallèlement, 6 % des affaires de voies de fait, 13 % des affaires de harcèlement criminel et 11 % des affaires de communications indécentes ou harcelantes ont également été considérées comme non fondées en 2022. Ensemble, ces quatre types d'infractions représentaient 67 % des affaires de crimes violents non fondées cette année-là⁷.

Encadré 1

Définir les agressions sexuelles et mesurer la progression des affaires signalées à la police

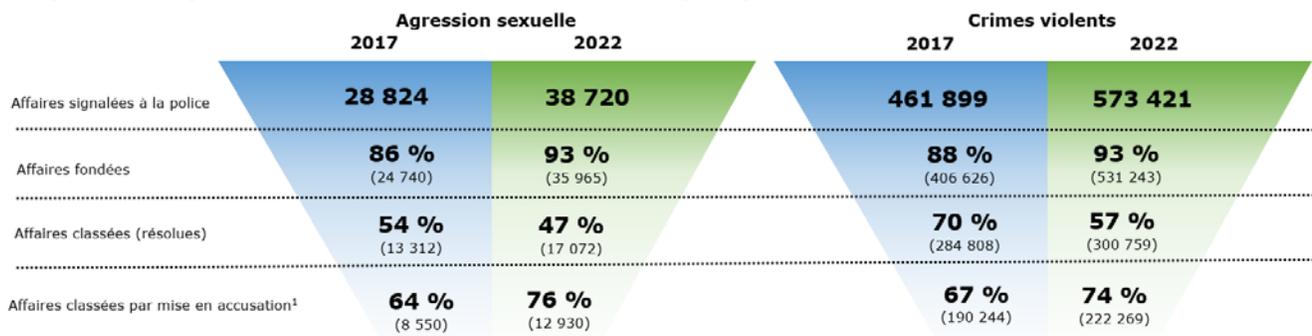
Dans le *Code criminel*, les agressions sexuelles sont réparties en trois catégories distinctes, selon la nature et la gravité de l'agression :

- Agression sexuelle de niveau 1 (art. 271) : agression de nature sexuelle pendant laquelle l'agresseur viole l'intégrité sexuelle d'une victime;
- Agression sexuelle de niveau 2 (art. 272) : agression sexuelle qui comporte l'utilisation d'une arme, des menaces à une tierce personne, ou l'infliction de lésions corporelles à une victime;
- Agression sexuelle de niveau 3 (art. 273) : agression sexuelle qui blesse, mutilé ou défigure une victime, ou qui met sa vie en danger.

Dans le présent article, ces trois infractions sont regroupées aux fins d'analyse. À la suite des changements apportés au Programme de déclaration uniforme de la criminalité, les affaires d'agression sexuelle ont progressé — du signalement à la police jusqu'au classement de l'affaire — de la même manière que les crimes violents en général (figure 1). Ces catégories comprenaient un plus grand nombre d'affaires signalées à la police en 2022 par rapport à 2017, dont la plus grande proportion a été classée comme étant fondée, et une plus faible proportion a été classée (résolue) par la police. Parmi les affaires qui ont été résolues, la majorité a donné lieu au dépôt ou à la recommandation d'accusations par la police.

Figure 1

Progression des agressions sexuelles et des crimes violents déclarés par la police, Canada, 2017 et 2022



1. Comprend les accusations portées ou recommandées.

Note : Selon le fichier de données agrégées du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, qui intègre toutes les affaires signalées à la police. Les données selon le genre de la victime ne sont pas accessibles à partir du fichier de données agrégées, et les chiffres et les proportions fondés sur les données de ce fichier ne correspondent pas à ceux fondés sur les données de la base de données sur les tendances. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave commise contre la victime. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les crimes violents comprennent l'agression sexuelle.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, fichier de données agrégées du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Bien que les femmes et les filles soient surreprésentées parmi les victimes d'agressions sexuelles déclarées par la police, des augmentations semblables sont observées, peu importe le genre de la victime

Comme d'autres types de violence sexuelle, l'agression sexuelle est un crime très sexospécifique (Burczycka, 2021; Burczycka, 2020; Conroy et Cotter, 2017; Cotter, 2021; Cotter et Savage, 2019; Perreault, 2020a; Perreault, 2020b; Rotenberg et Cotter, 2018). En 2022, les femmes et les filles constituaient un peu plus de la moitié (53 %) des victimes de crimes violents déclarés par la police⁸, mais elles représentaient 9 victimes d'agression sexuelle sur 10 (90 %) (tableau 1)⁹. Le taux de victimisation avec violence était un peu plus élevé chez les femmes et les filles que chez les hommes et les garçons (1 208 pour 100 000 femmes et filles par rapport à 1 081 pour 100 000 hommes et garçons). Cependant, le taux d'agressions sexuelles observé chez les femmes et les filles était près de neuf fois plus élevé que celui enregistré chez leurs homologues masculins (161 pour 100 000 femmes et filles par rapport à 19 pour 100 000 hommes et garçons)¹⁰. Cette différence entre les genres concorde avec les résultats observés pour les agressions sexuelles autodéclarées : selon les données de l'ESG de 2019 sur la victimisation, il y avait 30 incidents d'agression sexuelle pour 1 000 personnes, et le nombre d'agressions était beaucoup plus élevé chez les femmes que chez les hommes (50 par rapport à 9 pour 1 000 personnes; Cotter, 2021)¹¹.

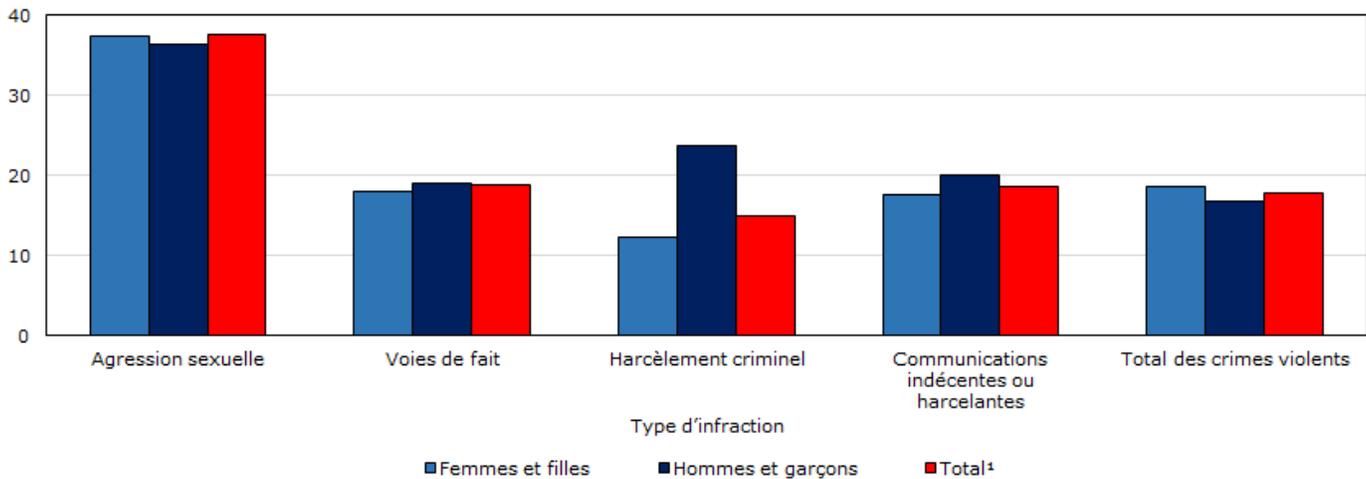
En 2022, l'âge médian des victimes d'agression sexuelle était de 21 ans chez les femmes et les filles, et de 17 ans chez les hommes et les garçons¹², et la grande majorité (98 %) des agressions sexuelles déclarées par la police étaient des agressions sexuelles de niveau 1 (tableau 1). En outre, plus de 9 auteurs présumés sur 10 (96 %) étaient des hommes et des garçons, et la plupart (74 %) des victimes connaissaient leur agresseur¹³. De 2017 à 2022, les proportions étaient semblables d'une année à l'autre¹⁴.

Si la nouvelle définition d'affaire criminelle fondée avait été en vigueur en 2017, le nombre d'affaires d'agression sexuelle fondées cette année-là aurait probablement été plus élevé. Néanmoins, depuis 2017, le taux d'agressions sexuelles a augmenté de 38 % (graphique 2), le nombre de victimes étant passé de 66 à 91 pour 100 000 personnes¹⁵. Des hausses semblables ont été observées chez les femmes et les filles (+37 %) et chez les hommes et les garçons (+36 %). L'ensemble des crimes violents — et d'autres types de crimes violents — ont également augmenté au cours de cette période, mais dans une moindre mesure que les agressions sexuelles.

Graphique 2

Variation en pourcentage du taux d'agressions sexuelles et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le genre de la victime, Canada, 2017 et 2022

variation en pourcentage



1. Comprend un petit nombre de victimes dont le genre a été codé comme étant inconnu.

Note : Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave commise contre la victime. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. Ces renseignements reposent sur la base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire qui, depuis 2009, comprend des données représentant 99 % de la population du Canada.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Même si les données déclarées par la police permettent de mieux comprendre les tendances de la criminalité au Canada, les facteurs potentiels de changement au fil du temps doivent être fournis pour donner le contexte nécessaire et pris en compte lors de l'examen des tendances. Ces facteurs sont particulièrement importants lorsque de nouvelles définitions et pratiques de codage sont adoptées. Par conséquent, les augmentations récentes des agressions sexuelles déclarées par la police et des crimes violents en général pourraient découler de multiples facteurs : par exemple, les changements apportés à la définition d'affaire criminelle fondée, qui font en sorte que davantage d'affaires sont jugées fondées, même si elles ne sont pas classées; les changements dans les pratiques de signalement au sein de la population, comme l'augmentation des signalements favorisée par le mouvement #MoiAussi (Rotenberg et Cotter, 2018); et les changements par rapport au niveau réel de criminalité dans la société.

Encadré 2

Nouvelles catégories de classement pour les affaires non classées

En plus des changements apportés à la définition d'affaire criminelle fondée, d'autres modifications ont été apportées aux catégories de classement (c.-à-d. la façon dont la police catégorise les affaires fondées) accessibles à la police dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité. En particulier, des options plus détaillées ont été ajoutées à la catégorie « affaires non classées » afin de mieux refléter les raisons pour lesquelles les affaires peuvent demeurer non classées. Les nouvelles catégories sont les suivantes :

- **Affaires non classées — Affaire sous enquête :** Cette option de classement de l'affaire doit être utilisée pour toutes les enquêtes en cours et pour celles où des mesures n'ont pas encore été prises relativement à l'affaire signalée. Cela comprend les affaires qui ne peuvent être classées dans la catégorie « Affaire dont la preuve est insuffisante pour procéder à une mise en accusation » ou « Affaire où la victime ou le plaignant refuse de collaborer (aucun accusé ou suspect pouvant être inculpé [auteur présumé] identifié) ».

- **Affaires non classées — Affaire dont la preuve est insuffisante pour procéder à une mise en accusation :** Cette option de classement de l'affaire doit être utilisée pour les affaires dont la preuve est insuffisante ou contradictoire pour justifier le dépôt d'une accusation ou la recommandation d'une mise en accusation à la Couronne par le service de police. Cette catégorie répond aux difficultés possibles liées aux enquêtes et complète la nouvelle définition d'affaire criminelle fondée.
- **Affaires non classées — Affaire où la victime ou le plaignant refuse de collaborer (aucun accusé ou suspect pouvant être inculpé [auteur présumé] identifié) :** Cette option de classement de l'affaire doit être utilisée pour les affaires où un auteur présumé ne peut être identifié parce que la victime, le plaignant ou d'autres témoins ne veulent pas l'identifier ou ne veulent pas participer activement à l'enquête. Cette catégorie reflète une situation dans laquelle une victime souhaite que l'affaire soit signalée, mais n'est peut-être pas prête à identifier l'auteur présumé.

À partir de 2018, au fur et à mesure que les services de police ont mis à jour leurs systèmes de gestion des dossiers, ils ont commencé à consigner les affaires non résolues à l'aide de ces nouvelles catégories. Bien que 100 % des affaires d'agression sexuelle non résolues aient été simplement considérées comme des « affaires non classées » de 2009 à 2016, ce pourcentage est passé à 58 % en 2018 et à 2 % en 2022, à mesure que de nouvelles catégories de classement ont été adoptées¹⁶. La même observation a été faite pour l'ensemble des crimes violents.

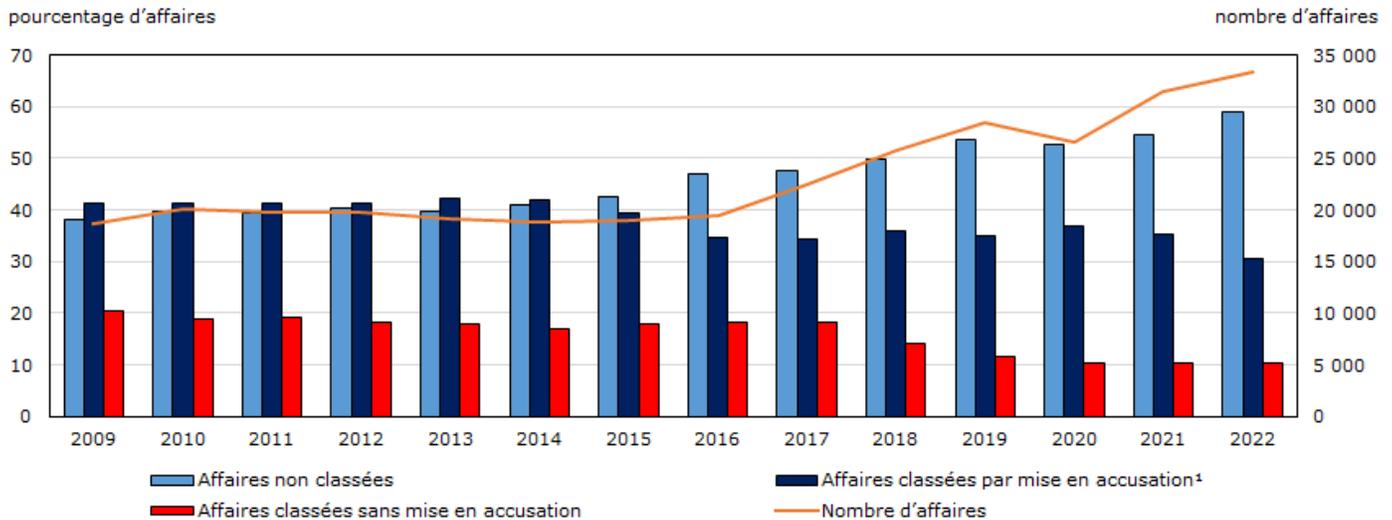
Section 2 : Les tendances générales en matière de classement

Une proportion croissante d'affaires d'agression sexuelle ne sont pas classées par la police : 6 affaires sur 10 n'ont pas été classées en 2022

Auparavant, sans preuve corroborante, les affaires criminelles déclarées étaient considérées comme non fondées. Depuis 2018, ces affaires sont enregistrées dans les données policières, à moins que des preuves crédibles montrent qu'elles n'ont pas eu lieu. Par conséquent, un plus grand nombre d'affaires sont consignées comme étant fondées, même si la police n'est pas en mesure d'y donner suite.

Les affaires non classées représentaient 48 % des agressions sexuelles déclarées par la police en 2017 (la dernière année complète de collecte des données avant la mise en œuvre des catégories de classement révisées) et elles ont atteint 59 % en 2022 (tableau 2; graphique 3). Par rapport à 2017, un plus grand nombre d'affaires d'agression sexuelle ont été classées par le dépôt ou la recommandation d'accusations en 2022. Cependant, l'augmentation du nombre d'affaires non classées était beaucoup plus importante et, par conséquent, la proportion d'affaires classées par mise en accusation est passée de 34 % en 2017 à 31 % en 2022. Parallèlement, la proportion des affaires qui ont été classées sans mise en accusation (par exemple, celles dans lesquelles la victime ou le plaignant demandait qu'aucune autre mesure ne soit prise [auteur présumé identifié] et celles classées en raison du pouvoir discrétionnaire du service de police¹⁷) a diminué pour passer de 18 % à 10 %.

Graphique 3 Agressions sexuelles déclarées par la police, selon l'état de classement de l'affaire, Canada, 2009 à 2022



1. Comprend les accusations portées ou recommandées.

Note : Les catégories de classement révisées sont entrées en vigueur dans le Programme de déclaration uniforme de la criminalité en 2018. Les services de police n'ont pas intégré ces nouvelles catégories en même temps. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

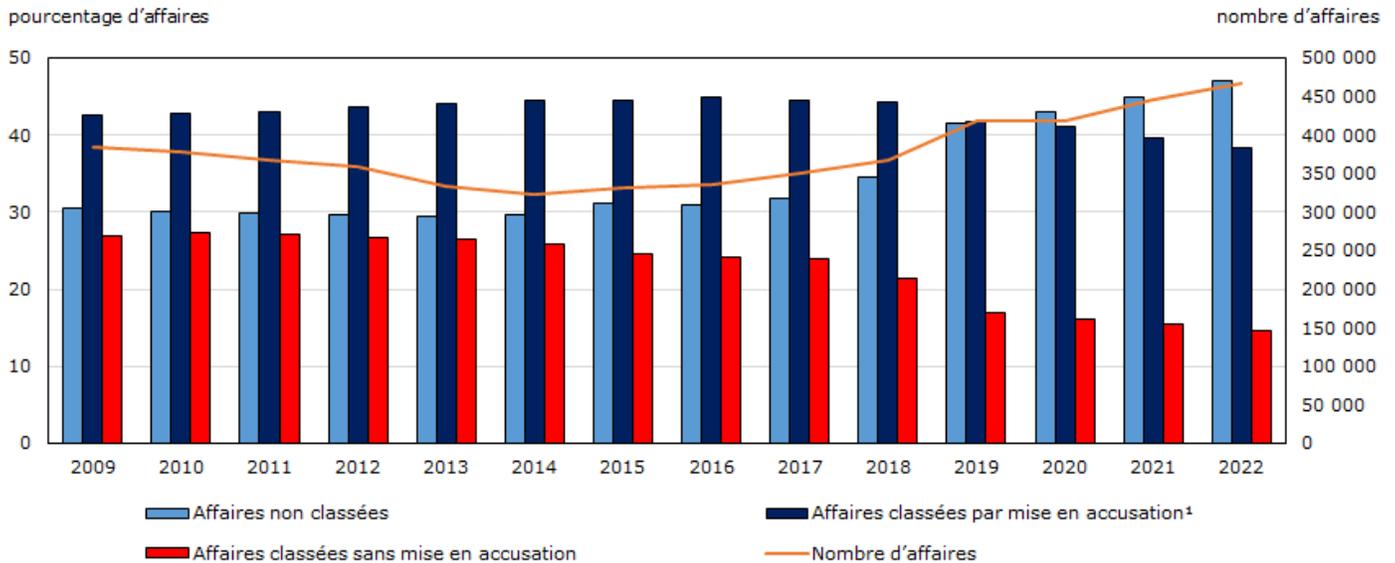
Les tendances en matière de classement pour d'autres types de crimes violents étaient généralement cohérentes (tableau 2). En 2022, plus précisément, les affaires d'agression sexuelle ont moins souvent été classées par mise en accusation que les affaires de crimes violents en général, ce qui peut refléter la nature de l'agression sexuelle, les répercussions sur les victimes, ainsi que les obstacles existants dans le système de justice pénale qui peuvent compliquer les enquêtes et les poursuites (Rotenberg, 2017a). Les données de 2022 déclarées par la police montrent que 31 % des affaires d'agression sexuelle ont été classées par mise en accusation, comparativement à 38 % des affaires de crimes violents en général. De même, les affaires classées par mise en accusation étaient plus courantes pour les voies de fait (46 %) et le harcèlement criminel (37 %) que pour les agressions sexuelles. Par ailleurs, seulement 5 % des affaires de communications indécentes ou harcelantes ont été classées par mise en accusation¹⁸.

Dans presque toutes les provinces et tous les territoires, la proportion des affaires non classées d'agression sexuelle et de crimes violents en général a augmenté de 2017 à 2022, tandis que la proportion des affaires classées par mise en accusation a diminué (tableau 3). Dans la plupart des provinces et des territoires, cette situation s'explique par le fait que le nombre d'affaires non classées a progressé davantage que le nombre d'affaires classées par mise en accusation. La seule exception à cette tendance était le Québec. Dans cette province, la proportion d'affaires non classées d'agression sexuelle et de crimes violents en général a augmenté de 2017 à 2022 (passant de 40 % à 59 % et de 22 % à 35 %, respectivement), et la proportion d'affaires classées par mise en accusation a également connu une hausse (passant de 29 % à 32 % et de 43 % à 50 %, respectivement)¹⁹.

Depuis 2020, les affaires de crimes violents non classées sont plus nombreuses que les affaires de crimes violents classées par mise en accusation

En ce qui concerne l'ensemble des crimes violents, avant l'entrée en vigueur des modifications apportées au Programme DUC, la proportion d'affaires classées par le dépôt ou la recommandation d'accusations était constamment plus élevée que la proportion d'affaires non classées. Chaque année, de 2009 à 2017, moins du tiers des affaires de crimes violents n'ont pas été classées par la police (tableau 2; graphique 4). En 2018, la proportion d'affaires de crimes violents non classées s'est établie à 35 %. Cette proportion a encore augmenté en 2019, pour se chiffrer à 41 %, où elle était presque égale à la proportion d'affaires de crimes violents classées par mise en accusation (42 %). Par la suite, la proportion d'affaires de crimes violents non classées était plus importante que la proportion d'affaires classées par mise en accusation chaque année, puisqu'elles ont atteint 47 % et 38 %, respectivement, des affaires de crimes violents en 2022.

Graphique 4
Crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement de l'affaire, Canada, 2009 à 2022



1. Comprend les accusations portées ou recommandées.

Note : Les catégories de classement révisées sont entrées en vigueur dans le Programme de déclaration uniforme de la criminalité en 2018. Les services de police n'ont pas intégré ces nouvelles catégories en même temps. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Encadré 3

Accusations recommandées par la police, mais la Couronne refuse de porter des accusations

Dans la majeure partie du Canada, la police est chargée de porter des accusations. Toutefois, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Colombie-Britannique, l'approbation de la Couronne est requise pour que la police puisse le faire. De plus, conformément à la loi, l'approbation de la Couronne peut être exigée pour certaines infractions criminelles, et ce, peu importe la province ou le territoire.

Auparavant, dans les systèmes de gestion des dossiers de la police, certaines affaires étaient catégorisées comme non classées lorsque la police de ces secteurs de compétence avait jugé qu'il y avait suffisamment de preuves pour procéder à une mise en accusation, mais que la Couronne avait refusé de porter toute accusation. Une catégorie de classement a donc été ajoutée au Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) pour tenir compte de ces situations, c'est-à-dire celles dans lesquelles des accusations ont été recommandées par la police (et, par conséquent, du point de vue des services policiers, l'affaire a été classée ou résolue), mais auxquelles la Couronne a refusé de donner suite.

En plus des nouvelles catégories de classement pour les affaires non classées dans le Programme DUC (voir l'encadré 2), une nouvelle catégorie a été ajoutée pour les affaires qui ont été classées par le dépôt ou la recommandation d'accusations :

- **Affaires classées — Accusation recommandée, mais la Couronne refuse de porter toute accusation** : Il faut utiliser cette catégorie de classement lorsque la police recommande le dépôt d'accusations à la Couronne, mais que la Couronne refuse de donner suite à toutes les accusations proposées. Cette catégorie s'applique aux provinces où les mises en accusation doivent être approuvées par la Couronne (c.-à-d. le Nouveau-Brunswick, le Québec et la Colombie-Britannique), mais les services de police d'autres provinces et territoires peuvent aussi s'en servir lorsqu'une affaire comprend une recommandation à la Couronne.

À l'échelle nationale, en 2022, la police a recommandé des accusations auxquelles la Couronne a refusé de donner suite dans 4 % des affaires d'agression sexuelle et 4 % des affaires de crimes violents signalées à la police (tableau 2). Ces taux variaient selon la province ou le territoire en raison des différentes politiques et procédures des secteurs de compétence. Les provinces où les mises en accusation doivent être approuvées préalablement par la Couronne, soit le Québec (11 %), la Colombie-Britannique (7 %) et le Nouveau-Brunswick (7 %), affichaient les plus fortes proportions d'affaires d'agression sexuelle dans lesquelles la police avait recommandé des accusations auxquelles la Couronne avait refusé de donner suite²⁰. Par ailleurs, la Couronne a refusé de porter des accusations dans 15 % des affaires de crimes violents au Québec, 5 % en Colombie-Britannique et 3 % au Nouveau-Brunswick.

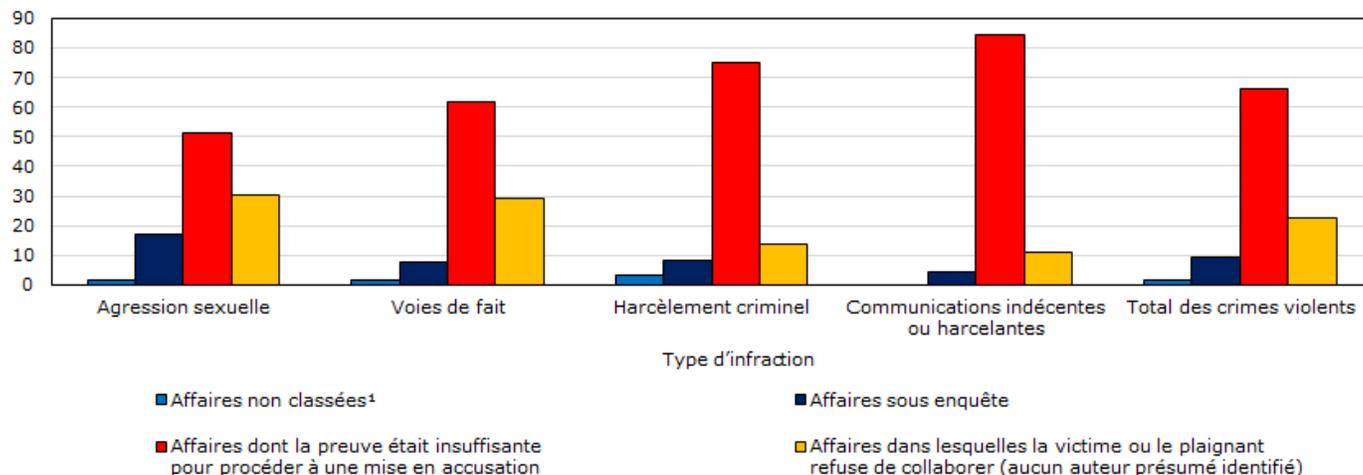
En 2022, les affaires d'agression sexuelle étaient le plus souvent des affaires dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation

Essentiellement, le but des changements apportés aux catégories de classement des affaires dans le Programme DUC était de permettre à la police de recueillir plus de détails sur la raison pour laquelle les affaires n'étaient pas classées. En 2022, après l'entrée en vigueur des catégories révisées, 10 028 affaires d'agression sexuelle ont été catégorisées par la police comme des affaires dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation ou recommander une mise en accusation, ce qui représente 30 % des agressions sexuelles déclarées par la police (tableau 2). Parmi les affaires non classées, la moitié (51 %) des affaires d'agression sexuelle ont été consignées dans cette catégorie; venaient ensuite les affaires dans lesquelles la victime ou le plaignant refusait de collaborer (aucun auteur présumé identifié) (30 %) et celles sous enquête (17 %)²¹. Une tendance semblable a été observée pour d'autres types de crimes violents, mais une proportion relativement plus importante d'affaires d'agression sexuelle non classées ont été consignées dans la catégorie des affaires sous enquête (graphique 5).

Graphique 5

Agressions sexuelles et autres types de crimes violents non classés déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2022

pourcentage d'affaires non classées



1. Les affaires non résolues étaient auparavant simplement considérées comme « non classées ». En 2018, des options plus détaillées ont été ajoutées pour mieux refléter les raisons pour lesquelles les affaires peuvent rester non classées.

Note : Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

De même, pour l'ensemble des crimes violents, la raison la plus couramment invoquée pour catégoriser les affaires comme non classées tenait au fait que la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation. En 2022, les deux tiers (66 %) des affaires de crimes violents non classées ont été catégorisées de cette façon. Comme pour les agressions sexuelles, venaient ensuite les affaires dans lesquelles la victime ou le plaignant refusait de collaborer (aucun auteur présumé identifié) (23 %) et celles sous enquête (9 %) ²².

Pour les affaires d'agression sexuelle non classées, la même tendance a été observée, peu importe le genre de la victime. En effet, ces affaires étaient le plus souvent catégorisées comme non classées par la police en raison d'une preuve insuffisante pour procéder à une mise en accusation (50 % des affaires d'agression sexuelle non classées dans lesquelles les victimes étaient des femmes et des filles par rapport à 57 % des affaires dans lesquelles les victimes étaient des hommes et des garçons), car la victime ou le plaignant refusait de collaborer (aucun auteur présumé identifié) (31 % par rapport à 27 %) et l'affaire était sous enquête (17 % par rapport à 15 %) ²³. Le mode d'utilisation de ces catégories de classement était également cohérent pour les affaires de crimes violents non classées de façon plus générale, pour les victimes qui étaient des femmes et des filles (63 %, 24 % et 11 %, respectivement) et pour les victimes qui étaient des hommes et des garçons (61 %, 27 % et 10 %, respectivement).

La proportion d'affaires d'agression sexuelle classées sans mise en accusation a presque diminué de moitié depuis 2017

Non seulement les affaires peuvent ne pas être classées ou être classées par mise en accusation, mais elles peuvent également être classées sans mise en accusation. Ce classement inclut un large éventail de raisons²⁴. En 2022, les affaires d'agression sexuelle ont le plus souvent été classées sans mise en accusation parce que la victime ou le plaignant a demandé qu'aucune autre mesure ne soit prise (auteur présumé identifié) (60 %) ou en raison de l'application du pouvoir discrétionnaire du service de police (18 %)²⁵. Ces raisons étaient également celles le plus souvent fournies dans les affaires de crimes violents en général qui ont été classées sans mise en accusation (61 % et 29 %, respectivement) et dans d'autres types de crimes violents.

Contrairement aux affaires non classées, le nombre et la proportion d'affaires classées sans mise en accusation ont diminué depuis 2017. En effet, cette année-là, près de 1 affaire d'agression sexuelle sur 5 (18 %) a été classée sans mise en accusation, comparativement à 1 sur 10 (10 %) en 2020. Depuis, ce pourcentage est demeuré inchangé. Une diminution de la proportion d'affaires classées sans mise en accusation a également été observée pour les crimes violents en général (passant de 24 % en 2017 à 15 % en 2022) et pour d'autres types de crimes violents²⁶.

En 2022, des proportions semblables d'affaires d'agression sexuelle (6 %), de harcèlement criminel (7 %) et de communications indécentes ou harcelantes (6 %) ont été classées parce que la victime ou le plaignant a demandé qu'aucune autre mesure ne soit prise (auteur présumé identifié). Par ailleurs, cet état de classement était relativement plus courant pour les crimes violents en général (9 %) et les voies de fait (11 %).

Section 3 : Les tendances en matière de classement selon les caractéristiques des victimes, des auteurs présumés et des affaires

En 2022, les affaires d'agression sexuelle ont été classées par mise en accusation pour 1 femme et fille sur 3 et 1 homme et garçon sur 5

En 2022, les affaires d'agression sexuelle ont plus souvent été classées par le dépôt ou la recommandation d'accusations lorsque la victime était une femme ou une fille (33 %) que lorsqu'il s'agissait d'un homme ou d'un garçon (21 %) (tableau 4). Quel que soit le genre de la victime, l'état de classement en 2017 et en 2022 suivait la tendance générale : à mesure que la proportion d'affaires non classées augmentait, la proportion d'affaires classées par mise en accusation diminuait.

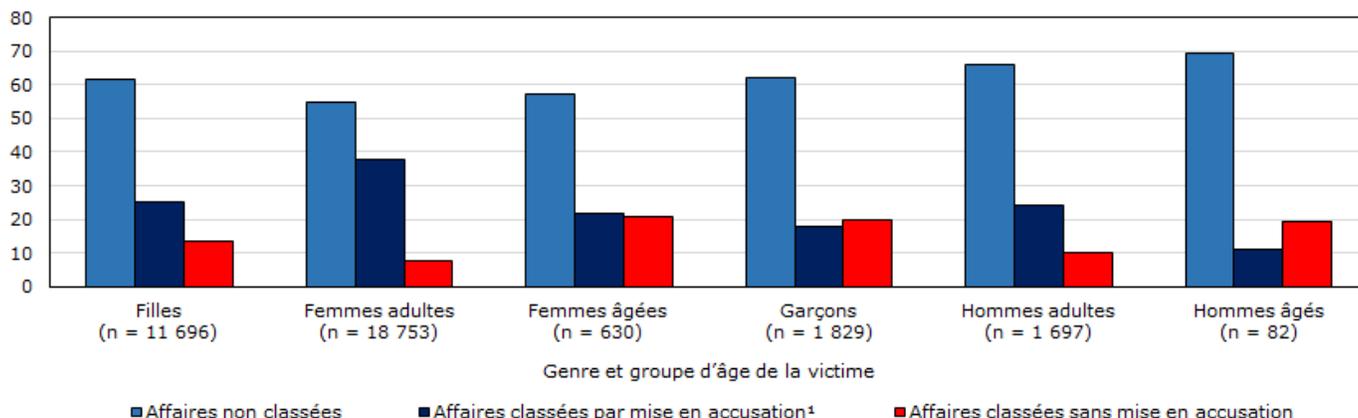
En ce qui concerne l'âge, en 2022, la proportion d'affaires d'agression sexuelle qui demeuraient non classées était plus élevée chez les enfants et les jeunes que chez les adultes (62 % par rapport à 56 %). Il est important de noter que les jeunes victimes d'actes criminels — agressions sexuelles ou autres — peuvent ne pas être en mesure d'expliquer pleinement leurs expériences aux autorités, ce qui peut influencer sur la façon dont la police donne suite à de telles affaires (Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 2018; Haskell et Randall, 2019; Orchowski et autres, 2022). La tendance générale en matière de classement s'appliquait à tous les groupes d'âge, à l'exception des personnes âgées, chez qui la proportion d'affaires d'agression sexuelle qui ont été classées par mise en accusation a légèrement augmenté de 2017 à 2022 (passant de 19 % à 21 %).

L'analyse regroupant le genre et le groupe d'âge a révélé que, en 2022, les agressions sexuelles subies par les femmes et les filles étaient le plus souvent non classées lorsque la victime était une fille de 17 ans ou moins (61 %), et elles étaient le plus souvent classées par mise en accusation lorsque la victime était une femme de 18 à 64 ans (38 %) (graphique 6)²⁷. Chez les hommes et les garçons, les affaires d'agression sexuelle non classées étaient les plus courantes chez les hommes de 65 ans et plus (70 %), tandis que les affaires d'agression sexuelle classées par mise en accusation étaient les plus fréquentes chez les hommes de 18 à 64 ans (24 %).

Graphique 6

Victimes d'agressions sexuelles déclarées par la police, selon le genre et le groupe d'âge de la victime et selon l'état de classement de l'affaire, Canada, 2022

pourcentage de victimes



1. Comprend les accusations portées ou recommandées.

Note : Les filles et les garçons sont les personnes de 17 ans ou moins; les femmes et les hommes adultes sont les personnes de 18 à 64 ans; et les femmes et les hommes âgés sont les personnes de 65 ans et plus. Les victimes de plus de 110 ans ont été codées dans la catégorie d'âge inconnu en raison de la possibilité que les affaires pour lesquelles l'âge était inconnu aient été classées incorrectement dans cette catégorie d'âge, tout comme certaines victimes dont l'âge déclaré était de 80 ans et plus, mais qui ont été désignées comme des cas possibles d'erreur de codage. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave commise contre la victime. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3. Exclut les victimes dont le genre ou l'âge a été codé comme étant inconnu. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Les affaires d'agression sexuelle sont le plus souvent classées par mise en accusation lorsque l'auteur présumé est un partenaire intime de la victime

En 2022, les agressions sexuelles déclarées par la police étaient le plus souvent commises par un ami ou une connaissance (31 %), un partenaire intime²⁸ (21 %), un étranger (13 %) ou un membre de la famille²⁹ (13 %), tandis que 13 % impliquaient un auteur présumé dont le lien avec la victime était inconnu (tableau 1)³⁰. Ces chiffres concordent avec ceux enregistrés chez les femmes et les filles qui ont été agressées sexuellement (31 %, 22 %, 13 %, 12 % et 12 %, respectivement)³¹. Chez les hommes et les garçons qui ont été agressés sexuellement, les agressions ont été le plus souvent commises par un ami ou une connaissance (34 %), tandis qu'une agression de la part d'un membre de la famille (21 %) était plus fréquente qu'une agression aux mains d'un partenaire intime (7 %) ou d'un étranger (11 %), et 13 % des victimes avaient un lien inconnu avec leur agresseur.

L'état de classement des affaires variait selon le type de lien de l'auteur présumé avec la victime. En 2022, les affaires d'agression sexuelle étaient le plus souvent classées par le dépôt ou la recommandation d'accusations lorsque l'auteur présumé était un partenaire intime (50 %) de la victime (tableau 5). Les affaires classées par mise en accusation étaient beaucoup moins courantes pour les autres types de liens. Les agressions sexuelles pour lesquelles le lien de l'auteur présumé avec la victime était inconnu étaient le plus souvent non classées (80 %), suivies des affaires mettant en cause des parents³² (68 %) et des étrangers (66 %). De 2017 à 2022, pour tous les types de liens de l'auteur présumé avec la victime, les affaires d'agression sexuelle ont suivi la tendance générale en matière de classement : la proportion d'affaires non classées augmentait à mesure que la proportion d'affaires classées par mise en accusation diminuait.

Parmi les affaires classées, 8 auteurs présumés sur 10 (81 %) étaient des adultes, le plus souvent de 18 à 30 ans (tableau 1). Une plus grande proportion d'affaires ont été classées par mise en accusation lorsque l'auteur présumé était un adulte que lorsqu'il s'agissait d'un jeune (81 % par rapport à 60 %; tableau 6). En ce qui concerne le genre, il était plus fréquent que les affaires d'agression sexuelle soient classées par mise en accusation lorsque les auteurs présumés étaient des hommes et des garçons que lorsqu'il s'agissait de femmes et de filles (78 % par rapport à 60 %). Peu importe le groupe d'âge et le genre, la proportion d'auteurs présumés qui ont vu leur affaire classée par mise en accusation a augmenté au cours de la période allant de 2017 à 2022. La situation était semblable pour l'ensemble des crimes violents et d'autres types de crimes violents.

Les affaires d'agression sexuelle sont le plus souvent classées par mise en accusation lorsque les victimes ont subi des blessures corporelles

Près de 1 victime d'agression sexuelle sur 5 (18 %) a subi des blessures corporelles en 2022 (tableau 1)³³. En outre, l'affaire a été classée par le dépôt ou la recommandation d'accusations pour une plus grande proportion de victimes lorsqu'une blessure résultait de l'agression sexuelle que lorsqu'il n'y avait pas de blessure documentée (46 % par rapport à 30 %) (tableau 5). Plus précisément, pour 46 % des victimes qui avaient subi des blessures mineures³⁴, l'affaire a été classée par mise en accusation, et ce pourcentage s'établissait à 58 % pour les victimes qui avaient subi des blessures graves³⁵. L'état de classement selon la gravité des blessures subies lors d'une agression sexuelle ne différait pas de la tendance générale en matière de classement au cours de la période allant de 2017 à 2022.

Outre les blessures corporelles, l'agression sexuelle peut avoir des répercussions psychologiques profondes sur les victimes. Ces effets peuvent se manifester sous forme de choc, de colère, de peur, d'hypervigilance, de cauchemars et de sentiments de détachement, entre autres (Haskell et Randall, 2019). La collecte de renseignements sur ces répercussions n'est pas possible au moyen du Programme DUC, mais elle l'est par l'intermédiaire de l'ESG de 2019 sur la victimisation. Dans le cadre de cette enquête, les victimes qui ont déclaré avoir subi une agression sexuelle ont le plus souvent mentionné se sentir bouleversées, confuses ou frustrées (52 %) ou en colère (46 %), et environ le quart (27 %) ont eu de la difficulté à vaquer à leurs occupations quotidiennes en raison de l'incident qu'elles ont vécu. De plus, 1 victime d'agression sexuelle sur 5 (20 %) a déclaré avoir subi au moins trois répercussions psychologiques à long terme³⁶, ce qui correspond à un trouble de stress post-traumatique.

La majorité des affaires d'agression sexuelle des niveaux 2 et 3 sont classées par mise en accusation, comparativement à 3 affaires sur 10 pour les agressions sexuelles de niveau 1

Un indicateur de la nature des agressions sexuelles déclarées par la police est l'infraction la plus grave au *Code criminel* qui s'applique à une affaire donnée (voir l'encadré 1). En 2022, 60 % des affaires d'agression sexuelle de niveau 1 n'étaient pas classées, comparativement à 31 % des affaires d'agression sexuelle de niveau 2 et à 43 % des affaires d'agression sexuelle de niveau 3 (tableau 7). Inversement, les affaires d'agression sexuelle de niveau 2 (65 %) et de niveau 3 (54 %) étaient plus souvent classées par le dépôt ou la recommandation d'accusations que celles de niveau 1 (30 %). Étant donné la nature des agressions sexuelles des niveaux 2 et 3, les blessures corporelles sont plus courantes; la police a ainsi des preuves que le crime a été commis et peut porter des accusations.

Bien que la tendance générale en matière de classement révèle que la proportion d'affaires non classées augmentait à mesure que la proportion d'affaires classées par mise en accusation diminuait, le même constat ne s'appliquait pas aux affaires d'agression sexuelle de niveau 2 en particulier. En effet, en 2017, 39 % des affaires d'agression sexuelle de niveau 2 n'étaient pas classées, et ce pourcentage est passé à 31 % en 2022. Par ailleurs, 53 % des affaires d'agression sexuelle de niveau 2 ont été classées par mise en accusation en 2017, et ce pourcentage s'est établi à 65 % en 2022³⁷.

Les affaires d'agression sexuelle armées sont plus souvent classées par mise en accusation

Les données déclarées par la police indiquent si une arme était présente lors de la perpétration de l'infraction. Il s'agit d'une indication de la gravité de l'affaire³⁸. En 2022, une faible proportion (3 %) d'affaires d'agression sexuelle comportaient la présence d'une arme (tableau 1)³⁹, et les agressions sexuelles armées étaient plus souvent classées par le dépôt ou la recommandation d'accusations (58 %) que les affaires dans lesquelles l'agresseur a proféré des menaces (39 %) ou a eu recours à la force physique (32 %) et les affaires non armées (26 %) (tableau 7). Inversement, une plus grande proportion d'affaires d'agression sexuelle dans lesquelles l'agresseur a eu recours à la force physique (57 %), d'affaires non armées (55 %) et d'affaires dans lesquelles l'agresseur a proféré des menaces (49 %) n'étaient pas classées, comparativement aux affaires commises au moyen d'une arme (36 %).

De 2017 à 2022, la proportion d'affaires d'agression sexuelle armées qui ont été classées par mise en accusation est demeurée inchangée (58 % pour les deux années). Fait à noter, les affaires d'agression sexuelle dans lesquelles aucune arme n'était présente et celles qui comportaient des menaces n'ont pas suivi la tendance générale en matière de classement⁴⁰. La proportion d'affaires d'agression sexuelle dans lesquelles aucune arme n'était présente et qui n'étaient pas classées a diminué au cours de cette période (de 77 % à 55 %), tandis que la proportion d'affaires classées par mise en accusation a augmenté (de 11 % à 26 %). Il en était de même pour les affaires d'agression sexuelle qui comportaient des menaces : la proportion d'affaires non classées a diminué (de 56 % à 49 %), alors que la proportion d'affaires classées par

mise en accusation a augmenté (de 28 % à 39 %). Ces différences étaient essentiellement propres aux affaires d'agression sexuelle, puisque les affaires de crimes violents dans leur ensemble et d'autres types de crimes violents reflétaient la tendance générale en matière de classement, peu importe l'arme la plus dangereuse présente sur les lieux de l'affaire.

Les deux tiers des agressions sexuelles étaient des affaires isolées ou des affaires d'un seul jour, mais près de 1 sur 4 a duré plus d'une semaine

Les services de police peuvent documenter la durée des affaires de différentes façons. Par exemple, un service de police pourrait seulement consigner la date de fin de l'affaire, ce qui ne rendrait pas compte de la possibilité qu'elle se soit déroulée sur une certaine période (p. ex. violence sexuelle sur une période continue ou agressions sexuelles commises de façon répétée). Cela est particulièrement vrai pour les affaires qui ne sont pas signalées peu de temps après avoir eu lieu. Ainsi, certaines différences dans les tendances en matière de classement ont été observées en fonction de la durée documentée d'une affaire.

En 2022, les affaires isolées ou les affaires d'un seul jour représentaient les deux tiers (68 %) des affaires d'agression sexuelle, c'est-à-dire celles qui étaient enregistrées dans les données policières comme ayant commencé et pris fin à la même date (tableau 1). Parallèlement, environ 1 affaire sur 10 (9 %) a duré jusqu'à une semaine⁴¹ et près de 1 affaire sur 4 (23 %) a duré plus d'une semaine⁴². De 2017 à 2022, les affaires isolées ou les affaires d'un seul jour suivaient la tendance générale en matière de classement (tableau 8), contrairement aux affaires qui se sont déroulées sur une certaine période. En effet, la proportion d'affaires qui se sont déroulées sur une certaine période et qui ont été classées par mise en accusation a légèrement augmenté (passant de 33 % à 34 %). La même tendance a été observée pour les crimes violents en général et pour d'autres types de crimes violents.

Les agressions sexuelles signalées à la police plus d'une année après avoir eu lieu représentent la plus forte proportion d'affaires non classées; viennent ensuite celles signalées le jour même

Une analyse des données déclarées par la police a montré que, comparativement aux voies de fait, il est plus fréquent qu'il y ait un délai entre la perpétration d'une agression sexuelle et son signalement à la police (Rotenberg, 2017a; Rotenberg, 2017b). La décision de signaler une agression sexuelle peut être complexe. Les victimes peuvent ne pas se sentir en sécurité ou à l'aise de signaler les incidents en raison d'un manque de confiance à l'égard du système de justice, d'un sentiment de honte ou de stigmatisation, de perceptions et de mythes au sujet de la violence sexuelle, et d'une préoccupation quant aux éventuelles conséquences pour l'agresseur, s'il s'agit d'une personne connue de la victime (Haskell et Randall, 2019; Orchowski et autres, 2022). En 2022, la moitié (49 %) des affaires d'agression sexuelle ont été signalées à la police le jour même (tableau 1)⁴³, comparativement à 88 % des affaires de voies de fait, à 82 % des affaires de harcèlement criminel, à 90 % des affaires de communications indécentes ou harcelantes, et à 84 % des affaires de crimes violents en général⁴⁴.

Les agressions sexuelles qui ont été signalées à la police plus d'un an après avoir eu lieu représentaient la plus forte proportion d'affaires qui sont demeurées non classées en 2022 (64 %) (tableau 8). Fait intéressant, venaient ensuite les agressions sexuelles signalées le jour même (60 %). Des proportions légèrement plus faibles d'affaires non classées ont été observées pour les agressions sexuelles qui ont été signalées dans la semaine⁴⁵ (57 %), dans le mois⁴⁶ (56 %) et dans l'année⁴⁷ (55 %) après avoir eu lieu.

Contrairement à la tendance générale en matière de classement, de 2017 à 2022, la proportion d'affaires d'agression sexuelle qui ont été classées par mise en accusation a légèrement augmenté pour les agressions qui ont été signalées à la police dans le mois (de 32 % à 33 %) et dans l'année (de 32 % à 34 %) suivant l'agression. En ce qui concerne la tendance générale, il y avait aussi des différences pour les affaires classées par mise en accusation en lien avec les crimes violents en général et d'autres types de crimes violents.

Pour 4 affaires d'agression sexuelle sur 10, il manque au moins un facteur clé au dossier

Il peut être plus difficile d'enquêter sur les agressions sexuelles que sur d'autres types de crimes en raison de l'absence possible de preuves physiques et de témoins, ainsi que du caractère délicat des crimes sexuels. Un signalement tardif peut compliquer davantage les enquêtes, car il est possible que les victimes oublient des détails après un certain temps. En 2022, il manquait au moins un élément clé au dossier de 4 affaires d'agression sexuelle sur 10 (41 %), notamment l'heure de l'affaire, le lieu de l'affaire, le lien de l'auteur présumé avec la victime, l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire et la

gravité des blessures subies par la victime (tableau 1)⁴⁸. En comparaison, il en était de même pour 22 % des affaires de voies de fait, 22 % des affaires de harcèlement criminel, 23 % des affaires de communications indécentes ou harcelantes, et 24 % des affaires de crimes violents en général⁴⁹.

Il y avait une corrélation entre les affaires classées par mise en accusation et les éléments manquants au dossier d'une affaire. Lorsqu'aucun des cinq éléments clés mentionnés ci-dessus ne manquait au dossier, les affaires d'agression sexuelle ont été classées par mise en accusation pour 36 % des victimes en 2022 (tableau 9). Cette proportion diminuait pour s'établir à 27 % lorsqu'il y avait un élément inconnu et à 10 % lorsqu'il y avait au moins deux éléments inconnus. Ces résultats font ressortir le fait qu'il est plus difficile de procéder à une mise en accusation lorsque des éléments clés d'une affaire manquent au dossier ou sont inconnus de la police. Peu importe le nombre d'éléments inconnus, l'état de classement des affaires d'agression sexuelle en fonction des renseignements incomplets dans le dossier de l'affaire suivait la tendance générale : de 2017 à 2022, la proportion d'affaires non classées augmentait à mesure que la proportion d'affaires classées par mise en accusation diminuait.

Résumé

L'agression sexuelle est un crime très sexospécifique, et les femmes et les filles représentaient 9 victimes sur 10 dans les affaires d'agression sexuelle déclarées par la police en 2022. Au cours des 10 dernières années, la perception et la compréhension du public à l'égard des agressions sexuelles et d'autres formes de violence et d'inconduite sexuelle ont beaucoup évolué. En outre, les services de police du Canada ont adopté une pratique de codage normalisée qui repose sur une approche davantage axée sur les victimes pour catégoriser les affaires criminelles signalées, y compris les agressions sexuelles; les victimes et les plaignants sont crus, et un plus grand nombre d'affaires sont enregistrées dans les données policières.

En janvier 2018, une nouvelle définition des affaires criminelles « fondées » est entrée en vigueur dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC). Essentiellement, la pratique normalisée adoptée par les services de police consiste à enregistrer les affaires criminelles à moins qu'il n'existe des preuves crédibles démontrant qu'elles n'ont pas eu lieu. De plus, des modifications ont été apportées à l'état de classement des affaires afin que la police puisse recueillir plus de détails au sujet des affaires faisant l'objet d'une enquête. À la suite de ces changements, il était prévu que les affaires non fondées diminueraient, étant donné que davantage d'affaires seraient jugées fondées et non classées par la police. Les tendances récentes observées relativement aux affaires de crimes violents déclarées par la police ont confirmé ces hypothèses.

En 2017 — dernière année complète de collecte de données avant les modifications —, 14 % des affaires d'agression sexuelle signalées ont été jugées non fondées par la police; en 2022, la proportion s'établissait à 7 %. Si la nouvelle définition d'affaire fondée avait été en vigueur en 2017, le nombre d'affaires d'agression sexuelle fondées cette année-là aurait probablement été plus élevé. Enfin, le taux d'agressions sexuelles observé chez les victimes a augmenté de 38 % de 2017 à 2022, et le nombre d'affaires de ce genre est passé de 22 543 à 33 293.

Comme pour les crimes violents en général, l'augmentation récente des agressions sexuelles déclarées par la police est en grande partie attribuable aux affaires non classées, lesquelles représentaient 48 % des agressions sexuelles en 2017 et 59 % en 2022. Bien qu'un plus grand nombre d'affaires d'agression sexuelle aient été classées par le dépôt ou la recommandation d'accusations en 2022 comparativement à 2017, compte tenu de l'augmentation importante du nombre d'affaires non classées, la proportion d'affaires d'agression sexuelle classées par mise en accusation a diminué, passant de 34 % à 31 %. Parallèlement, la proportion d'affaires classées sans mise en accusation a reculé pour passer de 18 % à 10 %.

En 2022, 10 028 affaires d'agression sexuelle ont été catégorisées par la police comme des affaires dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation ou recommander une mise en accusation, ce qui représente 30 % des agressions sexuelles déclarées par la police. Parmi les affaires non classées, la moitié (51 %) des agressions sexuelles ont été consignées selon ce motif; venaient ensuite les affaires dans lesquelles la victime ou le plaignant refusait de collaborer (aucun auteur présumé identifié) (30 %) et les affaires sous enquête (17 %).

Description de l'enquête

Enquête sociale générale sur la sécurité des Canadiens (victimisation)

En 2019, Statistique Canada a mené l'Enquête sociale générale (ESG) sur la sécurité des Canadiens (victimisation) pour la septième fois. Les cycles précédents ont été réalisés en 1988, en 1993, en 1999, en 2004, en 2009 et en 2014. L'ESG sur la victimisation vise essentiellement à mieux comprendre les enjeux liés à la sécurité des Canadiens, y compris les perceptions à l'égard de la criminalité et du système de justice, les expériences de violence entre partenaires intimes et la mesure dans laquelle les personnes se sentent en sécurité au sein de leur collectivité. La population cible est composée des personnes de 15 ans et plus habitant dans les provinces et les territoires, à l'exception des personnes vivant en établissement à temps plein.

La collecte des données s'est déroulée d'avril 2019 à mars 2020. Les réponses ont été obtenues au moyen d'interviews téléphoniques assistées par ordinateur, d'interviews en personne (dans les territoires seulement) et, pour la première fois, d'une option d'autocollecte par Internet offerte aux répondants à l'ESG sur la sécurité des Canadiens (victimisation) dans les provinces et les capitales territoriales. Les personnes ont été en mesure de répondre dans la langue officielle de leur choix.

La taille de l'échantillon de l'ESG sur la sécurité des Canadiens (victimisation) était de 22 412 répondants, et le taux de réponse s'est établi à 37,6 %. Les chiffres des répondants de l'échantillon ont été pondérés afin que leurs réponses représentent la population canadienne de 15 ans et plus ne vivant pas en établissement.

Programme de déclaration uniforme de la criminalité

Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) sert à recueillir des renseignements détaillés sur les affaires criminelles qui ont été portées à l'attention des services de police canadiens. Ces renseignements comprennent les caractéristiques liées aux victimes, aux auteurs présumés et aux affaires. En 2022, les données sur les tendances représentaient les services de police desservant 99 % de la population du Canada.

Une affaire peut comprendre plus d'une infraction. Par souci de comparabilité, les chiffres sont présentés en fonction de l'infraction la plus grave en lien avec l'affaire, qui est déterminée d'après une règle de classification normalisée utilisée par tous les services de police.

L'âge de la victime est calculé en fonction de la date de fin d'une affaire déclarée par la police. Il y a des victimes qui subissent de la violence au cours d'une certaine période, parfois pendant des années, et la police peut considérer qu'il s'agit d'une seule affaire continue. Il n'existe pas de renseignements sur le nombre et la date des différentes affaires pour ces victimes de violence continue.

Compte tenu de l'existence possible d'un petit nombre de victimes identifiées comme étant « non binaires », les données du Programme DUC accessibles au public ont été recodées de sorte à attribuer à ces victimes la valeur « femmes et filles » ou « hommes et garçons » afin d'assurer la protection de la confidentialité et de la vie privée. La valeur « femmes et filles » ou « hommes et garçons » a été attribuée aux victimes non binaires en fonction de la répartition régionale des victimes selon le genre.

Références

- Burczycka, M. (2021). Expériences de comportements sexualisés inappropriés, d'agressions sexuelles et de discrimination fondée sur le genre vécues par les travailleurs dans les provinces canadiennes, 2020. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Burczycka, M. (2020). Les expériences de comportements sexualisés non désirés et d'agressions sexuelles vécues par les étudiants des établissements d'enseignement postsecondaire dans les provinces canadiennes, 2019. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Centre canadien de la statistique juridique. (2018). Révision de la classification des affaires criminelles fondées et non fondées dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Conroy, S. et Cotter, A. (2017). Les agressions sexuelles autodéclarées au Canada, 2014. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Cotter, A. (2021). La victimisation criminelle au Canada, 2019. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Cotter, A. et Savage, L. (2019). La violence fondée sur le sexe et les comportements sexuels non désirés au Canada, 2018 : Premiers résultats découlant de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Doolittle, R. (2017, 3 février). Unfounded: Why police dismiss 1 in 5 sexual assault claims as baseless. *The Globe and Mail*.
- Doolittle, R., Pereira, M., Agius, J. et Blenkinsop, L. (2017, 8 décembre). Unfounded: What is your police service doing about sexual assault? *The Globe and Mail*.
- Femmes et Égalité des genres Canada. (2022). *Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe*.
- Greenland, J. et Cotter, A. (2018). Les affaires criminelles non fondées au Canada, 2017. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Haskell, L. et Randall, M. (2019). *L'incidence des traumatismes sur les victimes d'agressions sexuelles d'âge adulte*. Rapport présenté à Justice Canada.
- me too. (2023). *More than a moment: Creating pathways for healing, justice, action and leadership* (rapport annuel de 2022).
- Orchowski, L. M., Grocott, L., Bogen, K. W., Ilegbusi, A., Amstadter, A. B. et Nugent, N. R. (2022). Barriers to reporting sexual violence: A qualitative analysis of #WhyIDidntReport. *Violence Against Women*, 28(14).
- Perreault, S. (2020a). La violence fondée sur le sexe : les agressions sexuelles et les agressions physiques dans les territoires du Canada, 2018. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Perreault, S. (2020b). La violence fondée sur le sexe : les comportements sexuels non désirés dans les territoires du Canada, 2018. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Rotenberg, C. (2017a). De l'arrestation à la déclaration de culpabilité : décisions rendues par les tribunaux dans les affaires d'agression sexuelle déclarées par la police au Canada, 2009 à 2014. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Rotenberg, C. (2017b). Les agressions sexuelles déclarées par la police au Canada, 2009 à 2014 : un profil statistique. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Rotenberg, C. et Cotter, A. (2018). Les agressions sexuelles déclarées par la police au Canada avant et après le mouvement #MoiAussi, 2016 et 2017. *Juristat*, produit n° 85-002-X au catalogue de Statistique Canada.
- Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes. (2018). *Signalements, enquêtes et poursuites concernant les agressions sexuelles commises à l'égard des adultes : Difficultés et pratiques prometteuses quant à l'amélioration de l'accès à la justice pour les victimes*. Réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la justice et de la sécurité publique.

Notes

^E à utiliser avec prudence

1. Comprend les tierces parties officielles (p. ex. organismes gouvernementaux, programmes de services aux victimes, services de protection de l'enfance) et les tierces parties non officielles (p. ex. membres de la famille, enseignants, témoins).
2. Dans l'Enquête sociale générale sur la victimisation, l'agression sexuelle comprend les activités sexuelles auxquelles la victime a été forcée de se livrer, les tentatives de forcer la victime à se livrer à des activités sexuelles, les attouchements sexuels (incluant se faire tripoter, embrasser ou caresser contre son gré), et les relations sexuelles auxquelles la victime n'a pu consentir.
3. Comprend les victimes qui ont déclaré qu'elles avaient très peu confiance ou aucune confiance en la police.
4. Parmi les autres raisons courantes pour lesquelles les victimes n'ont pas signalé une agression sexuelle à la police, il y avait le fait qu'elles croyaient qu'il n'y avait aucune intention malveillante (46 %), qu'elles avaient peur ou ne voulaient pas être embêtées par le processus judiciaire (42 %), qu'elles ressentaient de l'embarras ou de la honte (42 %), qu'elles ne pensaient pas que ce genre d'incident pouvait être signalé à la police (40 %), qu'elles estimaient qu'on ne les croirait pas (30 %), qu'elles croyaient que cela causerait de la honte ou déshonorerait la famille (26 %) et qu'elles croyaient que la police aurait fait preuve de parti pris (23 %). Chez les victimes d'autres types de crimes violents (c.-à-d. voies de fait et vols qualifiés), les proportions étaient beaucoup plus faibles (17 %, 21 %, 6 %, 17 %, 7 %, 2 % et 7 %, respectivement).
5. La catégorie « Accusations portées ou recommandées » est une catégorie de classement des affaires dans le Programme de déclaration uniforme de la criminalité. Les accusations portées et les accusations recommandées ne peuvent être séparées aux fins d'analyse.
6. Les renseignements sur les affaires criminelles non fondées reposent sur le fichier de données agrégées du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, qui intègre toutes les affaires signalées à la police. Les données selon le genre de la victime ne sont pas accessibles à partir du fichier de données agrégées, et les données provenant de ce fichier ne correspondent pas à celles de la base de données sur les tendances présentées ailleurs dans cet article.
7. À titre de référence, ces quatre types d'infractions représentaient 69 % des affaires de crimes violents fondées en 2022.
8. Les données ne sont pas indiquées.
9. Données tirées de la base de données sur les tendances. Le calcul des pourcentages exclut un petit nombre de victimes dont le genre a été codé comme étant inconnu.
10. Les données ne sont pas indiquées.
11. Les données autodéclarées et les données déclarées par la police sont recueillies à l'aide de méthodes différentes. Par conséquent, il ne faut pas comparer directement les taux obtenus au moyen de ces deux sources. La population cible de l'Enquête sociale générale sur la victimisation est composée de personnes de 15 ans et plus. D'autres caractéristiques de la victime — notamment l'âge, l'orientation sexuelle, la présence d'une incapacité, le statut d'immigrant, l'état matrimonial et les expériences d'agression sexuelle pendant l'enfance — ont également été associées à des taux plus élevés d'agressions sexuelles.
12. Les données ne sont pas indiquées.
13. Le calcul des pourcentages exclut un petit nombre d'auteurs présumés dont le genre a été codé comme étant inconnu. Pendant le traitement des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, la méthode du plus proche voisin est utilisée lorsque le lien de l'auteur présumé avec la victime est inconnu (c.-à-d. que les liens initialement déclarés comme étant inconnus par la police sont saisis manuellement en fonction d'un certain nombre de similitudes avec d'autres variables). Pour les besoins de cet indicateur, l'imputation du lien de l'auteur présumé avec la victime a été annulée et le lien initialement codé comme étant inconnu est conservé comme mesure inconnue pour les enquêtes.
14. Le tableau 1 présente d'autres caractéristiques sur les victimes, les auteurs présumés et les affaires.
15. Les données ne sont pas indiquées.

16. Les données ne sont pas indiquées. Les chiffres relatifs à l'état de classement détaillé des affaires de 2017 à 2022 sont présentés au tableau 2. En 2017, 95 % des affaires d'agression sexuelle non classées ont été catégorisées comme « non classées » et 5 % ont été codées en fonction des nouvelles catégories de classement. Ces affaires ont été codées comme telles en 2018 pour l'année précédente dans le cadre du processus régulier de révision.

17. Le pouvoir discrétionnaire du service de police s'entend du fait que l'administration du service de police décide de ne pas porter d'accusation. Au lieu de cela, elle peut, par exemple, donner un avertissement ou une mise en garde à l'auteur présumé ou le diriger vers un programme communautaire.

18. Les communications indécentes ou harcelantes se font par télécommunication. Par conséquent, les auteurs de ces crimes peuvent être anonymes, ce qui complique l'enquête.

19. La tendance générale — selon laquelle la proportion d'affaires non classées augmentait à mesure que la proportion d'affaires classées par mise en accusation diminuait — a également été observée pour les affaires d'agression sexuelle et de crimes violents en général dans la région urbaine du Sud, la région rurale du Sud et la région du Nord, ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) et les régions autres qu'une RMR (tableau 3).

20. Les données ne sont pas indiquées.

21. Une faible proportion d'affaires d'agression sexuelle non classées (2 %, ou 320 affaires) ont été catégorisées comme des affaires « non classées », sans aucun détail supplémentaire, c'est-à-dire dans la catégorie d'origine d'affaires « non classées »; certains services de police n'ont pas utilisé les catégories de classement mises à jour pour l'année civile 2022.

22. La proportion restante de 2 % des affaires de crimes violents non classées ont été catégorisées comme des affaires « non classées », sans aucun détail supplémentaire. Voir la note 21.

23. Les données ne sont pas indiquées.

24. La liste complète des catégories de classement pour les affaires classées sans mise en accusation est présentée au tableau 2.

25. Les données ne sont pas indiquées. Les chiffres relatifs à l'état de classement détaillé des affaires sont présentés au tableau 2.

26. Les pourcentages pour les agressions sexuelles et les crimes violents en général sont présentés aux graphiques 3 et 4, respectivement. Les chiffres pour d'autres types de crimes violents sont présentés au tableau 2.

27. Exclut les victimes dont le genre ou l'âge a été codé comme étant inconnu.

28. Comprend les conjoints mariés, les conjoints de fait et les partenaires amoureux (c.-à-d. petits amis, petites amies) actuels et anciens, ainsi que les autres partenaires intimes (p. ex. partenaires de relations sans lendemain). Les victimes de violence conjugale comprennent les personnes de 15 ans et plus, et les victimes de violence entre partenaires amoureux comprennent les personnes de 12 ans et plus.

29. Exclut les conjoints mariés et les conjoints de fait actuels et anciens. Comprend les parents biologiques, les beaux-parents, les parents adoptifs et les parents de famille d'accueil, et les autres membres de la famille apparentés à la victime par le sang, par alliance (y compris l'union de fait) ou par l'adoption (p. ex. les frères et sœurs, les enfants, les petits-enfants, les neveux et nièces, et les membres d'une belle-famille).

30. Pendant le traitement des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, la méthode du plus proche voisin est utilisée lorsque le lien de l'auteur présumé avec la victime est inconnu (c.-à-d. que les liens initialement déclarés comme étant inconnus par la police sont saisis manuellement en fonction d'un certain nombre de similitudes avec d'autres variables). Pour les besoins de cet indicateur, l'imputation du lien de l'auteur présumé avec la victime a été annulée et le lien initialement codé comme étant inconnu est conservé comme mesure inconnue pour les enquêtes.

31. Les données ne sont pas indiquées.

32. Comprend les parents biologiques, les beaux-parents, les parents adoptifs et les parents de famille d'accueil. Pour les agressions sexuelles dont l'auteur présumé était un parent, l'âge médian des victimes était légèrement inférieur pour les affaires non classées que pour les affaires classées par mise en accusation (12 ans par rapport à 13 ans).

33. En 2022, la gravité des blessures était inconnue pour 18 % des victimes d'agression sexuelle.
34. Désigne les blessures qui n'ont pas nécessité de soins médicaux professionnels ou qui ont nécessité uniquement des premiers soins (p. ex. bandage ou glace).
35. Désigne les blessures qui ont nécessité des soins médicaux professionnels sur les lieux de l'affaire ou le transport vers un établissement médical. Des blessures graves ont été déclarées pour une faible proportion (0,2 %) de victimes d'agression sexuelle en 2022.
36. Notamment, les victimes ont déclaré se sentir engourdies ou détachées des autres, des activités ou de ce qui les entoure, faire des cauchemars au sujet de l'incident ou y penser même si elles ne le veulent pas, être sur leurs gardes et plus attentives, ou sursauter facilement, et essayer de ne pas y penser et tout faire pour éviter les situations qui leur font penser à l'incident.
37. Les agressions sexuelles de niveau 2 représentaient une faible proportion (2 %) des agressions sexuelles en 2017 et en 2022.
38. En raison de préoccupations liées à la qualité des données, la province de Québec est exclue sauf si l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire était une arme à feu. Les données du Service de police de la Ville de Québec sont également exclues, peu importe l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire.
39. En 2022, l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire était inconnue pour 10 % des affaires d'agression sexuelle.
40. Les agressions sexuelles dans lesquelles aucune arme n'était présente représentaient une faible proportion (0,4 %) des agressions sexuelles en 2017, et ce pourcentage s'est chiffré à 9 % en 2022. Les agressions sexuelles qui comportaient des menaces représentaient une faible proportion des agressions sexuelles en 2017 (0,4 %) et en 2022 (0,3 %).
41. Comprend les affaires qui ont duré de 1 à 7 jours.
42. Comprend les affaires qui ont duré 8 jours et plus.
43. Temps calculé en fonction de la date de fin d'une affaire.
44. Les données ne sont pas indiquées.
45. Comprend les affaires qui ont été signalées de 1 à 7 jours après avoir eu lieu.
46. Comprend les affaires qui ont été signalées de 8 à 30 jours après avoir eu lieu.
47. Comprend les affaires qui ont été signalées de 31 à 365 jours après avoir eu lieu.
48. L'heure de l'affaire, le lieu de l'affaire et l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire constituent les caractéristiques de l'affaire, tandis que le lien de l'auteur présumé avec la victime et la gravité des blessures constituent les caractéristiques de la victime. Certaines affaires comptent plusieurs victimes, et le lien de l'auteur présumé avec la victime et la gravité des blessures peuvent être connus pour certaines victimes, mais pas pour d'autres, dans une affaire donnée. Par conséquent, les affaires comptant plusieurs victimes sont exclues. Pendant le traitement des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, la méthode du plus proche voisin est utilisée lorsque le lien de l'auteur présumé avec la victime est inconnu (c.-à-d. que les liens initialement déclarés comme étant inconnus par la police sont saisis manuellement en fonction d'un certain nombre de similitudes avec d'autres variables). Pour les besoins de cet indicateur, l'imputation du lien de l'auteur présumé avec la victime a été annulée et le lien initialement codé comme étant inconnu est conservé comme mesure inconnue pour les enquêtes. En raison de préoccupations liées à la qualité des données sur l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire, la province de Québec est exclue sauf si l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire était une arme à feu. Les données du Service de police de la Ville de Québec sont également exclues, peu importe l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire.
49. Les données ne sont pas indiquées.

Tableaux de données détaillés

Tableau 1
Agressions sexuelles déclarées par la police, selon les caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| Caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|---|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Caractéristiques de la victime | | | | | | | | | | | | |
| Genre | | | | | | | | | | | | |
| Femmes et filles | 21 357 | 90 | 24 658 | 90 | 26 758 | 89 | 24 993 | 90 | 29 681 | 90 | 31 207 | 90 |
| Hommes et garçons | 2 493 | 10 | 2 814 | 10 | 3 234 | 11 | 2 820 | 10 | 3 400 | 10 | 3 626 | 10 |
| Genre inconnu | 39 | ... | 64 | ... | 63 | ... | 53 | ... | 100 | ... | 180 | ... |
| Total | 23 889 | 100 | 27 536 | 100 | 30 055 | 100 | 27 866 | 100 | 33 181 | 100 | 35 013 | 100 |
| Groupe d'âge | | | | | | | | | | | | |
| Enfants et jeunes | 9 046 | 38 | 9 814 | 36 | 11 204 | 37 | 9 705 | 35 | 12 950 | 39 | 13 618 | 39 |
| Enfants (11 ans ou moins) | 2 487 | 10 | 2 469 | 9 | 2 946 | 10 | 2 660 | 10 | 3 253 | 10 | 3 186 | 9 |
| Jeunes (12 à 17 ans) | 6 559 | 28 | 7 345 | 27 | 8 258 | 28 | 7 045 | 25 | 9 697 | 29 | 10 432 | 30 |
| Adultes | 14 781 | 62 | 17 588 | 64 | 18 697 | 63 | 18 027 | 65 | 20 088 | 61 | 21 221 | 61 |
| 18 à 30 ans | 8 644 | 36 | 10 130 | 37 | 10 691 | 36 | 10 108 | 36 | 11 242 | 34 | 11 596 | 33 |
| 31 à 45 ans | 3 898 | 16 | 4 746 | 17 | 5 050 | 17 | 5 180 | 19 | 5 814 | 18 | 6 407 | 18 |
| 46 à 64 ans | 1 746 | 7 | 2 139 | 8 | 2 265 | 8 | 2 104 | 8 | 2 378 | 7 | 2 504 | 7 |
| 65 ans et plus ¹ | 493 | 2 | 573 | 2 | 691 | 2 | 635 | 2 | 654 | 2 | 714 | 2 |
| Âge inconnu | 62 | ... | 134 | ... | 154 | ... | 134 | ... | 143 | ... | 174 | ... |
| Total | 23 889 | 100 | 27 536 | 100 | 30 055 | 100 | 27 866 | 100 | 33 181 | 100 | 35 013 | 100 |
| Lien de l'auteur présumé avec la victime² | | | | | | | | | | | | |
| Personne connue de la victime | 17 607 | 74 | 20 247 | 74 | 22 384 | 74 | 21 181 | 76 | 25 183 | 76 | 26 025 | 74 |
| Partenaire intime ³ | 3 707 | 16 | 4 588 | 17 | 5 267 | 18 | 5 517 | 20 | 6 786 | 20 | 7 222 | 21 |
| Membre de la famille | 3 363 | 14 | 3 569 | 13 | 4 062 | 14 | 3 894 | 14 | 4 743 | 14 | 4 520 | 13 |
| Parent ⁴ | 1 064 | 4 | 1 208 | 4 | 1 426 | 5 | 1 361 | 5 | 1 687 | 5 | 1 545 | 4 |

Tableau 1
Agressions sexuelles déclarées par la police, selon les caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| Caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|---|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
|  | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Autre membre de la famille ⁵ | 2 299 | 10 | 2 361 | 9 | 2 636 | 9 | 2 533 | 9 | 3 056 | 9 | 2 975 | 8 |
| Ami ou connaissance | 8 196 | 34 | 9 116 | 33 | 9 986 | 33 | 8 978 | 32 | 10 482 | 32 | 11 026 | 31 |
| Autre lien ⁶ | 2 341 | 10 | 2 974 | 11 | 3 069 | 10 | 2 792 | 10 | 3 172 | 10 | 3 257 | 9 |
| Étranger | 4 165 | 17 | 4 642 | 17 | 4 504 | 15 | 3 391 | 12 | 4 015 | 12 | 4 604 | 13 |
| Lien inconnu | 2 117 | 9 | 2 647 | 10 | 3 167 | 11 | 3 294 | 12 | 3 983 | 12 | 4 384 | 13 |
| Total | 23 889 | 100 | 27 536 | 100 | 30 055 | 100 | 27 866 | 100 | 33 181 | 100 | 35 013 | 100 |
| Gravité des blessures | | | | | | | | | | | | |
| Blessures | 5 178 | 22 | 5 768 | 21 | 5 629 | 19 | 5 401 | 19 | 5 985 | 18 | 6 202 | 18 |
| Blessures mineures ⁷ | 5 103 | 21 | 5 676 | 21 | 5 556 | 18 | 5 331 | 19 | 5 926 | 18 | 6 136 | 18 |
| Blessures graves ⁸ | 75 | 0 ^s | 92 | 0 ^s | 73 | 0 ^s | 70 | 0 ^s | 59 | 0 ^s | 66 | 0 ^s |
| Aucune blessure | 15 784 | 66 | 18 363 | 67 | 20 129 | 67 | 18 078 | 65 | 21 477 | 65 | 22 447 | 64 |
| Gravité inconnue | 2 927 | 12 | 3 405 | 12 | 4 297 | 14 | 4 387 | 16 | 5 719 | 17 | 6 364 | 18 |
| Total | 23 889 | 100 | 27 536 | 100 | 30 055 | 100 | 27 866 | 100 | 33 181 | 100 | 35 013 | 100 |
| Caractéristiques de l'auteur présumé⁹ | | | | | | | | | | | | |
| Genre | | | | | | | | | | | | |
| Femmes et filles | 322 | 3 | 365 | 3 | 359 | 3 | 412 | 3 | 524 | 4 | 523 | 4 |
| Hommes et garçons | 11 612 | 97 | 12 661 | 97 | 13 027 | 97 | 12 296 | 97 | 13 803 | 96 | 12 908 | 96 |
| Genre inconnu | 58 | ... | 54 | ... | 26 | ... | 24 | ... | 40 | ... | 124 | ... |
| Total | 11 992 | 100 | 13 080 | 100 | 13 412 | 100 | 12 732 | 100 | 14 367 | 100 | 13 555 | 100 |

Tableau 1
Agressions sexuelles déclarées par la police, selon les caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| Caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
|  | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Groupe d'âge | | | | | | | | | | | | |
| Jeunes (12 à 17 ans) | 2 298 | 19 | 2 279 | 17 | 2 476 | 18 | 2 024 | 16 | 2 760 | 19 | 2 547 | 19 |
| Adultes | 9 694 | 81 | 10 801 | 83 | 10 936 | 82 | 10 708 | 84 | 11 607 | 81 | 11 008 | 81 |
| 18 à 30 ans | 3 827 | 32 | 4 147 | 32 | 4 165 | 31 | 4 126 | 32 | 4 437 | 31 | 4 055 | 30 |
| 31 à 45 ans | 2 999 | 25 | 3 421 | 26 | 3 579 | 27 | 3 570 | 28 | 3 933 | 27 | 3 761 | 28 |
| 46 à 64 ans | 2 121 | 18 | 2 405 | 18 | 2 389 | 18 | 2 311 | 18 | 2 491 | 17 | 2 407 | 18 |
| 65 ans et plus | 747 | 6 | 828 | 6 | 803 | 6 | 701 | 6 | 746 | 5 | 785 | 6 |
| Total | 11 992 | 100 | 13 080 | 100 | 13 412 | 100 | 12 732 | 100 | 14 367 | 100 | 13 555 | 100 |
| Caractéristiques de l'affaire | | | | | | | | | | | | |
| Type d'infraction | | | | | | | | | | | | |
| Niveau 1 | 22 015 | 98 | 25 278 | 98 | 27 935 | 98 | 25 837 | 97 | 30 772 | 98 | 32 618 | 98 |
| Niveau 2 | 387 | 2 | 420 | 2 | 490 | 2 | 568 | 2 | 571 | 2 | 563 | 2 |
| Niveau 3 | 141 | 1 | 150 | 1 | 120 | 0 ^s | 130 | 0 ^s | 117 | 0 ^s | 112 | 0 ^s |
| Total | 22 543 | 100 | 25 848 | 100 | 28 545 | 100 | 26 535 | 100 | 31 460 | 100 | 33 293 | 100 |
| Arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire¹⁰ | | | | | | | | | | | | |
| Aucune arme | 70 | 0 ^s | 234 | 1 | 834 | 4 | 1 695 | 8 | 2 129 | 9 | 2 273 | 9 |
| Menaces ¹¹ | 72 | 0 ^s | 78 | 0 ^s | 54 | 0 ^s | 57 | 0 ^s | 53 | 0 ^s | 70 | 0 ^s |
| Force physique | 16 052 | 89 | 18 403 | 88 | 19 582 | 84 | 16 843 | 79 | 19 314 | 78 | 20 280 | 78 |
| Arme | 574 | 3 | 653 | 3 | 720 | 3 | 786 | 4 | 850 | 3 | 759 | 3 |
| Arme inconnue | 1 258 | 7 | 1 564 | 7 | 2 051 | 9 | 1 824 | 9 | 2 287 | 9 | 2 606 | 10 |
| Total | 18 026 | 100 | 20 932 | 100 | 23 241 | 100 | 21 205 | 100 | 24 633 | 100 | 25 988 | 100 |
| Durée de l'affaire | | | | | | | | | | | | |
| Affaire isolée ou affaire d'un seul jour | 15 357 | 68 | 17 846 | 69 | 19 651 | 69 | 17 940 | 68 | 20 774 | 66 | 22 668 | 68 |
| Affaire qui s'est déroulée sur une certaine période | 7 186 | 32 | 8 002 | 31 | 8 894 | 31 | 8 595 | 32 | 10 686 | 34 | 10 625 | 32 |

Tableau 1
Agresions sexuelles déclarées par la police, selon les caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| Caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
|  | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Jusqu'à une semaine ¹² | 2 289 | 10 | 2 591 | 10 | 2 712 | 10 | 2 662 | 10 | 3 095 | 10 | 3 126 | 9 |
| Plus d'une semaine ¹³ | 4 897 | 22 | 5 411 | 21 | 6 182 | 22 | 5 933 | 22 | 7 591 | 24 | 7 499 | 23 |
| Total | 22 543 | 100 | 25 848 | 100 | 28 545 | 100 | 26 535 | 100 | 31 460 | 100 | 33 293 | 100 |
| Temps mis pour signaler l'agression à la police¹⁴ | | | | | | | | | | | | |
| Signalement le jour même de l'agression | 11 145 | 50 | 12 729 | 50 | 14 273 | 50 | 13 110 | 50 | 15 244 | 49 | 16 360 | 49 |
| Signalement dans la semaine suivant l'agression ¹⁵ | 4 316 | 19 | 4 809 | 19 | 5 088 | 18 | 4 397 | 17 | 5 078 | 16 | 5 677 | 17 |
| Signalement dans le mois suivant l'agression ¹⁶ | 1 689 | 8 | 1 992 | 8 | 2 106 | 7 | 1 880 | 7 | 2 233 | 7 | 2 427 | 7 |
| Signalement dans l'année suivant l'agression ¹⁷ | 2 442 | 11 | 3 059 | 12 | 3 510 | 12 | 3 331 | 13 | 4 081 | 13 | 4 404 | 13 |
| Signalement plus d'une année après l'agression | 2 827 | 13 | 3 117 | 12 | 3 374 | 12 | 3 665 | 14 | 4 630 | 15 | 4 214 | 13 |
| Temps inconnu ¹⁸ | 124 | ... | 142 | ... | 194 | ... | 152 | ... | 194 | ... | 211 | ... |
| Total | 22 543 | 100 | 25 848 | 100 | 28 545 | 100 | 26 535 | 100 | 31 460 | 100 | 33 293 | 100 |
| Renseignements incomplets dans le dossier de l'affaire¹⁹ | | | | | | | | | | | | |
| Aucun élément inconnu | 11 476 | 66 | 13 226 | 66 | 14 113 | 63 | 12 366 | 61 | 14 166 | 60 | 14 609 | 59 |
| Éléments inconnus | 5 851 | 34 | 6 863 | 34 | 8 211 | 37 | 8 059 | 39 | 9 478 | 40 | 10 348 | 41 |
| Un élément inconnu | 4 185 | 24 | 4 870 | 24 | 5 543 | 25 | 5 394 | 26 | 6 267 | 27 | 6 641 | 27 |

Tableau 1
Aggressions sexuelles déclarées par la police, selon les caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| Caractéristiques de la victime, de l'auteur présumé et de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|---|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | nombre | pourcentage |
| Au moins deux éléments inconnus | 1 666 | 10 | 1 993 | 10 | 2 668 | 12 | 2 665 | 13 | 3 211 | 14 | 3 707 | 15 |
| Total | 17 327 | 100 | 20 089 | 100 | 22 324 | 100 | 20 425 | 100 | 23 644 | 100 | 24 957 | 100 |

... n'ayant pas lieu de figurer

0^e valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie

1. Les victimes de plus de 110 ans ont été codées dans la catégorie d'âge inconnu en raison de la possibilité que les affaires pour lesquelles l'âge était inconnu aient été classées incorrectement dans cette catégorie d'âge, tout comme certaines victimes dont l'âge déclaré était de 80 ans et plus, mais qui ont été désignées comme des cas possibles d'erreur de codage.

2. Pendant le traitement des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, la méthode du plus proche voisin est utilisée lorsque le lien de l'auteur présumé avec la victime est inconnu (c.-à-d. que les liens initialement déclarés comme étant inconnus par la police sont saisis manuellement en fonction d'un certain nombre de similitudes avec d'autres variables). Pour les besoins de cet indicateur, l'imputation du lien de l'auteur présumé avec la victime a été annulée et le lien initialement codé comme étant inconnu est conservé comme mesure inconnue pour les enquêtes.

3. Comprend les conjoints mariés, les conjoints de fait et les partenaires amoureux (c.-à-d. petits amis, petites amies) actuels et anciens, ainsi que les autres partenaires intimes (p. ex. partenaires de relations sans lendemain). Les victimes de violence conjugale comprennent les personnes de 15 ans et plus, et les victimes de violence entre partenaires amoureux comprennent les personnes de 12 ans et plus.

4. Comprend les parents biologiques, les beaux-parents, les parents adoptifs et les parents de famille d'accueil.

5. Comprend les autres membres de la famille apparentés à la victime par le sang, par alliance (y compris l'union de fait) ou par l'adoption (p. ex. les frères et sœurs, les enfants, les petits-enfants, les neveux et nièces, et les membres d'une belle-famille).

6. Comprend les voisins, les colocataires, les symboles d'autorité, les symboles d'autorité inversés (p. ex. un élève par rapport à un enseignant, un patient par rapport à un médecin), les relations d'affaires et les relations criminelles (c.-à-d. les relations fondées sur des activités illicites).

7. Comprend les blessures qui n'ont pas nécessité de soins médicaux professionnels ou qui ont nécessité uniquement des premiers soins (p. ex. bandage ou glace).

8. Comprend les blessures qui ont nécessité des soins médicaux professionnels sur les lieux de l'affaire ou le transport vers un établissement médical.

9. Comprend les auteurs présumés de 12 ans et plus, car ceux de moins de 12 ans ne peuvent pas être tenus criminellement responsables. Les auteurs présumés de plus de 110 ans ont été codés dans la catégorie d'âge inconnu en raison de la possibilité que les affaires pour lesquelles l'âge était inconnu aient été classées incorrectement dans cette catégorie d'âge.

10. En raison de préoccupations liées à la qualité des données, la province de Québec est exclue à moins que l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire ne soit une arme à feu. Les données du Service de police de la Ville de Québec sont également exclues, peu importe l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire.

11. Comprend les menaces qui supposent que la mort ou des blessures sont possibles.

12. Comprend les affaires qui ont duré de 1 à 7 jours.

13. Comprend les affaires qui ont duré 8 jours et plus.

14. Calculé en fonction de la date de fin d'une affaire.

15. Comprend les affaires qui ont été signalées de 1 à 7 jours après avoir eu lieu.

16. Comprend les affaires qui ont été signalées de 8 à 30 jours après avoir eu lieu.

17. Comprend les affaires qui ont été signalées de 31 à 365 jours après avoir eu lieu.

18. Comprend les affaires qui ont été signalées avant la date de fin de l'affaire.

19. Les éléments clés de cet indicateur comprennent l'heure de l'affaire, le lieu de l'affaire, l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire, le lien de l'auteur présumé avec la victime et la gravité des blessures subies par la victime. L'heure de l'affaire, le lieu de l'affaire et l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire constituent les caractéristiques de l'affaire, tandis que le lien de l'auteur présumé avec la victime et la gravité des blessures constituent les caractéristiques de la victime. Certaines affaires comptent plusieurs victimes, et le lien de l'auteur présumé avec la victime et la gravité des blessures peuvent être connus pour certaines victimes, mais pas pour d'autres, dans une affaire donnée. Par conséquent, les affaires comportant plusieurs victimes sont exclues. Pendant le traitement des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, la méthode du plus proche voisin est utilisée lorsque le lien de l'auteur présumé avec la victime est inconnu (c.-à-d. que les liens initialement déclarés comme étant inconnus par la police sont saisis manuellement en fonction d'un certain nombre de similitudes avec d'autres variables). Pour les besoins de cet indicateur, l'imputation du lien de l'auteur présumé avec la victime a été annulée et le lien initialement codé comme étant inconnu est conservé comme mesure inconnue pour les enquêtes. En raison de préoccupations liées à la qualité des données sur l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire, la province de Québec est exclue à moins que l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire ne soit une arme à feu. Les données du Service de police de la Ville de Québec sont également exclues, peu importe l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire.

Note : Dans les données sur les victimes, les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave commise contre la victime. Dans les données sur les affaires et les auteurs présumés, les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3. Les valeurs inconnues sont incluses dans le calcul des pourcentages pour chaque année lorsqu'elles représentent au moins 10 % du total en 2022. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tableau 2
Agresions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
|  | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Agresion sexuelle | | | | | | | | | | | | |
| Affaires non classées | 10 728 | 48 | 12 915 | 50 | 15 273 | 54 | 13 949 | 53 | 17 158 | 55 | 19 652 | 59 |
| Affaire non classée ¹ | 10 204 | 45 | 7 474 | 29 | 2 023 | 7 | 613 | 2 | 307 | 1 | 320 | 1 |
| Affaire sous enquête | 97 | 0 | 529 | 2 | 1 418 | 5 | 1 379 | 5 | 1 788 | 6 | 3 315 | 10 |
| Affaire dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation | 360 | 2 | 3 793 | 15 | 8 279 | 29 | 7 887 | 30 | 9 219 | 29 | 10 028 | 30 |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a refusé de collaborer (aucun auteur présumé identifié) | 67 | 0 | 1 119 | 4 | 3 553 | 12 | 4 070 | 15 | 5 844 | 19 | 5 989 | 18 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 721 | 34 | 9 277 | 36 | 9 972 | 35 | 9 824 | 37 | 11 076 | 35 | 10 190 | 31 |
| Affaire classée par mise en accusation | 7 637 | 34 | 8 479 | 33 | 8 527 | 30 | 8 187 | 31 | 9 207 | 29 | 8 996 | 27 |
| Accusation recommandée, mais la Couronne a refusé de porter toute accusation | 84 | 0 | 798 | 3 | 1 445 | 5 | 1 637 | 6 | 1 869 | 6 | 1 194 | 4 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|---|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 094 | 18 | 3 656 | 14 | 3 300 | 12 | 2 762 | 10 | 3 226 | 10 | 3 451 | 10 |
| Suicide de l'auteur présumé | 9 | 0 | 9 | 0 | 15 | 0 | 19 | 0 | 21 | 0 | 25 | 0 |
| Décès de l'auteur présumé | 60 | 0 | 49 | 0 | 58 | 0 | 56 | 0 | 72 | 0 | 56 | 0 |
| Décès du plaignant ou d'un témoin | 4 | 0 | 12 | 0 | 6 | 0 | 5 | 0 | 12 | 0 | 11 | 0 |
| Raison indépendante de la volonté du service de police | 988 | 4 | 559 | 2 | 151 | 1 | 105 | 0 | 109 | 0 | 61 | 0 |
| Immunité diplomatique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Auteur présumé de moins de 12 ans | 254 | 1 | 233 | 1 | 255 | 1 | 240 | 1 | 324 | 1 | 310 | 1 |
| Auteur présumé admis dans un centre de santé mentale | 7 | 0 | 11 | 0 | 4 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 |
| Auteur présumé se trouvant dans un pays étranger et ne pouvant être extradé | 1 | 0 | 6 | 0 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a demandé qu'aucune autre mesure ne soit prise (auteur présumé identifié) | 1 674 | 7 | 1 786 | 7 | 1 869 | 7 | 1 662 | 6 | 1 833 | 6 | 2 071 | 6 |
| Auteur présumé impliqué dans d'autres affaires | 45 | 0 | 42 | 0 | 53 | 0 | 55 | 0 | 70 | 0 | 55 | 0 |
| Auteur présumé purgeant déjà une peine | 4 | 0 | 16 | 0 | 4 | 0 | 9 | 0 | 8 | 0 | 4 | 0 |
| Pouvoir discrétionnaire du service de police | 898 | 4 | 763 | 3 | 692 | 2 | 446 | 2 | 549 | 2 | 632 | 2 |
| Programme de déjudiciarisation | 73 | 0 | 95 | 0 | 93 | 0 | 92 | 0 | 132 | 0 | 96 | 0 |
| Affaire classée en vertu d'une loi d'une instance inférieure | 5 | 0 | 3 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 3 | 0 |
| Affaire classée par un autre organisme municipal, provincial ou fédéral | 72 | 0 | 72 | 0 | 93 | 0 | 65 | 0 | 94 | 0 | 116 | 0 |
| Total | 22 543 | 100 | 25 848 | 100 | 28 545 | 100 | 26 535 | 100 | 31 460 | 100 | 33 293 | 100 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|---------------|-------------|---------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Voies de fait | | | | | | | | | | | | |
| Affaires non classées | 47 342 | 25 | 53 525 | 27 | 73 433 | 33 | 73 741 | 34 | 82 389 | 36 | 91 959 | 38 |
| Affaire non classée ¹ | 46 892 | 25 | 40 588 | 20 | 10 104 | 5 | 3 277 | 2 | 1 328 | 1 | 1 520 | 1 |
| Affaire sous enquête | 135 | 0 | 1 451 | 1 | 4 035 | 2 | 2 998 | 1 | 4 251 | 2 | 6 997 | 3 |
| Affaire dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation | 277 | 0 | 8 686 | 4 | 42 934 | 19 | 47 895 | 22 | 52 581 | 23 | 56 817 | 23 |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a refusé de collaborer (aucun auteur présumé identifié) | 38 | 0 | 2 800 | 1 | 16 360 | 7 | 19 571 | 9 | 24 229 | 11 | 26 625 | 11 |
| Affaires classées par mise en accusation | 95 472 | 50 | 99 421 | 50 | 106 433 | 48 | 105 199 | 48 | 106 991 | 47 | 110 983 | 46 |
| Affaire classée par mise en accusation | 95 391 | 50 | 96 572 | 49 | 95 474 | 43 | 93 117 | 43 | 93 363 | 41 | 97 820 | 40 |
| Accusation recommandée, mais la Couronne a refusé de porter toute accusation | 81 | 0 | 2 849 | 1 | 10 959 | 5 | 12 082 | 6 | 13 628 | 6 | 13 163 | 5 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|---|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaires classées sans mise en accusation | 47 786 | 25 | 45 676 | 23 | 40 644 | 18 | 38 275 | 18 | 38 441 | 17 | 39 585 | 16 |
| Suicide de l'auteur présumé | 13 | 0 | 19 | 0 | 26 | 0 | 45 | 0 | 36 | 0 | 38 | 0 |
| Décès de l'auteur présumé | 62 | 0 | 70 | 0 | 70 | 0 | 104 | 0 | 114 | 0 | 84 | 0 |
| Décès du plaignant ou d'un témoin | 13 | 0 | 18 | 0 | 34 | 0 | 35 | 0 | 40 | 0 | 33 | 0 |
| Raison indépendante de la volonté du service de police | 7 721 | 4 | 5 868 | 3 | 645 | 0 | 439 | 0 | 211 | 0 | 207 | 0 |
| Immunité diplomatique | 1 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Auteur présumé de moins de 12 ans | 1 179 | 1 | 1 080 | 1 | 1 215 | 1 | 822 | 0 | 983 | 0 | 941 | 0 |
| Auteur présumé admis dans un centre de santé mentale | 79 | 0 | 73 | 0 | 116 | 0 | 114 | 0 | 98 | 0 | 86 | 0 |
| Auteur présumé se trouvant dans un pays étranger et ne pouvant être extradé | 6 | 0 | 5 | 0 | 8 | 0 | 1 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a demandé qu'aucune autre mesure ne soit prise (auteur présumé identifié) | 25 792 | 14 | 25 902 | 13 | 26 135 | 12 | 25 791 | 12 | 25 686 | 11 | 26 284 | 11 |
| Auteur présumé impliqué dans d'autres affaires | 305 | 0 | 331 | 0 | 401 | 0 | 379 | 0 | 461 | 0 | 413 | 0 |
| Auteur présumé purgeant déjà une peine | 36 | 0 | 58 | 0 | 48 | 0 | 45 | 0 | 46 | 0 | 20 | 0 |
| Pouvoir discrétionnaire du service de police | 11 019 | 6 | 10 546 | 5 | 9 887 | 4 | 8 807 | 4 | 8 888 | 4 | 9 677 | 4 |
| Programme de déjudiciarisation | 1 326 | 1 | 1 452 | 1 | 1 757 | 1 | 1 391 | 1 | 1 520 | 1 | 1 471 | 1 |
| Affaire classée en vertu d'une loi d'une instance inférieure | 119 | 0 | 142 | 0 | 174 | 0 | 158 | 0 | 191 | 0 | 192 | 0 |
| Affaire classée par un autre organisme municipal, provincial ou fédéral | 115 | 0 | 111 | 0 | 126 | 0 | 144 | 0 | 161 | 0 | 138 | 0 |
| Total | 190 600 | 100 | 198 622 | 100 | 220 510 | 100 | 217 215 | 100 | 227 821 | 100 | 242 527 | 100 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Harcèlement criminel | | | | | | | | | | | | |
| Affaires non classées | 4 978 | 28 | 5 581 | 32 | 8 583 | 41 | 9 492 | 43 | 10 769 | 44 | 11 385 | 46 |
| Affaire non classée ¹ | 4 894 | 27 | 3 994 | 23 | 1 255 | 6 | 609 | 3 | 392 | 2 | 363 | 1 |
| Affaire sous enquête | 18 | 0 | 214 | 1 | 524 | 3 | 484 | 2 | 658 | 3 | 917 | 4 |
| Affaire dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation | 59 | 0 | 1 127 | 6 | 5 973 | 29 | 7 168 | 32 | 8 135 | 33 | 8 571 | 34 |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a refusé de collaborer (aucun auteur présumé identifié) | 7 | 0 | 246 | 1 | 831 | 4 | 1 231 | 6 | 1 584 | 6 | 1 534 | 6 |
| Affaires classées par mise en accusation | 6 926 | 39 | 7 041 | 40 | 8 133 | 39 | 8 458 | 38 | 9 413 | 38 | 9 333 | 37 |
| Affaire classée par mise en accusation | 6 914 | 39 | 6 778 | 39 | 7 236 | 35 | 7 566 | 34 | 8 256 | 34 | 8 333 | 33 |
| Accusation recommandée, mais la Couronne a refusé de porter toute accusation | 12 | 0 | 263 | 1 | 897 | 4 | 892 | 4 | 1 157 | 5 | 1 000 | 4 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|---|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaires classées sans mise en accusation | 5 932 | 33 | 4 981 | 28 | 4 097 | 20 | 4 110 | 19 | 4 425 | 18 | 4 184 | 17 |
| Suicide de l'auteur présumé | 4 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 7 | 0 | 2 | 0 | 5 | 0 |
| Décès de l'auteur présumé | 5 | 0 | 6 | 0 | 4 | 0 | 12 | 0 | 8 | 0 | 11 | 0 |
| Décès du plaignant ou d'un témoin | 1 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 2 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 |
| Raison indépendante de la volonté du service de police | 767 | 4 | 543 | 3 | 68 | 0 | 60 | 0 | 12 | 0 | 21 | 0 |
| Immunité diplomatique | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Auteur présumé de moins de 12 ans | 38 | 0 | 28 | 0 | 27 | 0 | 16 | 0 | 22 | 0 | 32 | 0 |
| Auteur présumé admis dans un centre de santé mentale | 4 | 0 | 5 | 0 | 9 | 0 | 5 | 0 | 7 | 0 | 6 | 0 |
| Auteur présumé se trouvant dans un pays étranger et ne pouvant être extradé | 3 | 0 | 6 | 0 | 4 | 0 | 5 | 0 | 6 | 0 | 5 | 0 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a demandé qu'aucune autre mesure ne soit prise (auteur présumé identifié) | 2 102 | 12 | 1 947 | 11 | 1 834 | 9 | 1 741 | 8 | 1 884 | 8 | 1 813 | 7 |
| Auteur présumé impliqué dans d'autres affaires | 100 | 1 | 94 | 1 | 95 | 0 | 128 | 1 | 151 | 1 | 110 | 0 |
| Auteur présumé purgeant déjà une peine | 5 | 0 | 6 | 0 | 4 | 0 | 6 | 0 | 3 | 0 | 2 | 0 |
| Pouvoir discrétionnaire du service de police | 2 751 | 15 | 2 190 | 12 | 1 885 | 9 | 1 988 | 9 | 2 174 | 9 | 2 025 | 8 |
| Programme de déjudiciarisation | 120 | 1 | 123 | 1 | 133 | 1 | 119 | 1 | 109 | 0 | 116 | 0 |
| Affaire classée en vertu d'une loi d'une instance inférieure | 8 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 7 | 0 | 11 | 0 | 11 | 0 |
| Affaire classée par un autre organisme municipal, provincial ou fédéral | 23 | 0 | 23 | 0 | 21 | 0 | 13 | 0 | 33 | 0 | 25 | 0 |
| Total | 17 836 | 100 | 17 603 | 100 | 20 813 | 100 | 22 060 | 100 | 24 607 | 100 | 24 902 | 100 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
|  | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Communications indécentes ou harcelantes | | | | | | | | | | | | |
| Affaires non classées | 10 778 | 69 | 12 075 | 72 | 17 320 | 79 | 19 934 | 81 | 21 092 | 81 | 20 779 | 82 |
| Affaire non classée ¹ | 10 716 | 69 | 9 889 | 59 | 871 | 4 | 243 | 1 | 47 | 0 | 43 | 0 |
| Affaire sous enquête | 9 | 0 | 143 | 1 | 592 | 3 | 406 | 2 | 507 | 2 | 895 | 4 |
| Affaire dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation | 51 | 0 | 1 776 | 11 | 14 160 | 64 | 17 274 | 70 | 18 173 | 69 | 17 589 | 70 |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a refusé de collaborer (aucun auteur présumé identifié) | 2 | 0 | 267 | 2 | 1 697 | 8 | 2 011 | 8 | 2 365 | 9 | 2 252 | 9 |
| Affaires classées par mise en accusation | 699 | 5 | 773 | 5 | 982 | 4 | 1 091 | 4 | 1 258 | 5 | 1 143 | 5 |
| Affaire classée par mise en accusation | 698 | 4 | 745 | 4 | 885 | 4 | 975 | 4 | 1 157 | 4 | 1 041 | 4 |
| Accusation recommandée, mais la Couronne a refusé de porter toute accusation | 1 | 0 | 28 | 0 | 97 | 0 | 116 | 0 | 101 | 0 | 102 | 0 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|---|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 035 | 26 | 3 880 | 23 | 3 689 | 17 | 3 651 | 15 | 3 817 | 15 | 3 296 | 13 |
| Suicide de l'auteur présumé | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 |
| Décès de l'auteur présumé | 1 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 2 | 0 |
| Décès du plaignant ou d'un témoin | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Raison indépendante de la volonté du service de police | 96 | 1 | 56 | 0 | 18 | 0 | 12 | 0 | 9 | 0 | 12 | 0 |
| Immunité diplomatique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Auteur présumé de moins de 12 ans | 24 | 0 | 32 | 0 | 22 | 0 | 23 | 0 | 26 | 0 | 12 | 0 |
| Auteur présumé admis dans un centre de santé mentale | 5 | 0 | 3 | 0 | 9 | 0 | 2 | 0 | 4 | 0 | 2 | 0 |
| Auteur présumé se trouvant dans un pays étranger et ne pouvant être extradé | 4 | 0 | 5 | 0 | 9 | 0 | 8 | 0 | 5 | 0 | 8 | 0 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a demandé qu'aucune autre mesure ne soit prise (auteur présumé identifié) | 1 675 | 11 | 1 643 | 10 | 1 486 | 7 | 1 544 | 6 | 1 581 | 6 | 1 412 | 6 |
| Auteur présumé impliqué dans d'autres affaires | 53 | 0 | 76 | 0 | 70 | 0 | 74 | 0 | 105 | 0 | 99 | 0 |
| Auteur présumé purgeant déjà une peine | 3 | 0 | 2 | 0 | 3 | 0 | 3 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 |
| Pouvoir discrétionnaire du service de police | 2 141 | 14 | 2 023 | 12 | 2 019 | 9 | 1 940 | 8 | 2 027 | 8 | 1 706 | 7 |
| Programme de déjudiciarisation | 19 | 0 | 21 | 0 | 37 | 0 | 29 | 0 | 24 | 0 | 25 | 0 |
| Affaire classée en vertu d'une loi d'une instance inférieure | 1 | 0 | 5 | 0 | 4 | 0 | 3 | 0 | 13 | 0 | 6 | 0 |
| Affaire classée par un autre organisme municipal, provincial ou fédéral | 12 | 0 | 11 | 0 | 11 | 0 | 9 | 0 | 17 | 0 | 9 | 0 |
| Total | 15 512 | 100 | 16 728 | 100 | 21 991 | 100 | 24 676 | 100 | 26 167 | 100 | 25 218 | 100 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
|  | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Total des crimes violents | | | | | | | | | | | | |
| Affaires non classées | 110 800 | 32 | 127 190 | 35 | 173 282 | 41 | 179 713 | 43 | 199 723 | 45 | 219 221 | 47 |
| Affaire non classée ¹ | 109 116 | 31 | 93 694 | 25 | 21 966 | 5 | 8 066 | 2 | 3 526 | 1 | 3 537 | 1 |
| Affaire sous enquête | 367 | 0 | 3 900 | 1 | 11 192 | 3 | 9 083 | 2 | 12 300 | 3 | 20 680 | 4 |
| Affaire dont la preuve était insuffisante pour procéder à une mise en accusation | 1 149 | 0 | 23 573 | 6 | 109 985 | 26 | 125 620 | 30 | 137 315 | 31 | 145 399 | 31 |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a refusé de collaborer (aucun auteur présumé identifié) | 168 | 0 | 6 023 | 2 | 30 139 | 7 | 36 944 | 9 | 46 582 | 10 | 49 605 | 11 |
| Affaires classées par mise en accusation | 155 678 | 44 | 162 605 | 44 | 174 581 | 42 | 171 748 | 41 | 176 398 | 40 | 178 931 | 38 |
| Affaire classée par mise en accusation | 155 444 | 44 | 157 422 | 43 | 157 486 | 38 | 153 125 | 37 | 155 273 | 35 | 159 723 | 34 |
| Accusation recommandée, mais la Couronne a refusé de porter toute accusation | 234 | 0 | 5 183 | 1 | 17 095 | 4 | 18 623 | 4 | 21 125 | 5 | 19 208 | 4 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|---|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaires classées sans mise en accusation | 83 561 | 24 | 78 437 | 21 | 70 478 | 17 | 67 349 | 16 | 68 882 | 15 | 68 489 | 15 |
| Suicide de l'auteur présumé | 68 | 0 | 83 | 0 | 116 | 0 | 133 | 0 | 125 | 0 | 139 | 0 |
| Décès de l'auteur présumé | 169 | 0 | 202 | 0 | 230 | 0 | 304 | 0 | 311 | 0 | 266 | 0 |
| Décès du plaignant ou d'un témoin | 23 | 0 | 41 | 0 | 57 | 0 | 53 | 0 | 67 | 0 | 56 | 0 |
| Raison indépendante de la volonté du service de police | 12 354 | 4 | 9 004 | 2 | 1 101 | 0 | 825 | 0 | 433 | 0 | 410 | 0 |
| Immunité diplomatique | 2 | 0 | 2 | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 4 | 0 |
| Auteur présumé de moins de 12 ans | 2 032 | 1 | 1 941 | 1 | 2 178 | 1 | 1 553 | 0 | 1 925 | 0 | 1 839 | 0 |
| Auteur présumé admis dans un centre de santé mentale | 154 | 0 | 139 | 0 | 208 | 0 | 221 | 0 | 176 | 0 | 153 | 0 |
| Auteur présumé se trouvant dans un pays étranger et ne pouvant être extradé | 47 | 0 | 66 | 0 | 76 | 0 | 84 | 0 | 56 | 0 | 53 | 0 |

Tableau 2
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon l'état de classement détaillé de l'affaire, Canada, 2017 à 2022

| État de classement détaillé de l'affaire | 2017 | | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | |
|--|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
|  | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage |
| Affaire dans laquelle la victime ou le plaignant a demandé qu'aucune autre mesure ne soit prise (auteur présumé identifié) | 41 442 | 12 | 41 431 | 11 | 41 450 | 10 | 41 463 | 10 | 41 866 | 9 | 41 641 | 9 |
| Auteur présumé impliqué dans d'autres affaires | 1 031 | 0 | 798 | 0 | 903 | 0 | 1 013 | 0 | 1 155 | 0 | 993 | 0 |
| Auteur présumé purgeant déjà une peine | 73 | 0 | 119 | 0 | 88 | 0 | 90 | 0 | 78 | 0 | 44 | 0 |
| Pouvoir discrétionnaire du service de police | 23 178 | 7 | 21 384 | 6 | 20 324 | 5 | 18 524 | 4 | 19 165 | 4 | 19 649 | 4 |
| Programme de déjudiciarisation | 2 440 | 1 | 2 648 | 1 | 3 035 | 1 | 2 438 | 1 | 2 758 | 1 | 2 472 | 1 |
| Affaire classée en vertu d'une loi d'une instance inférieure | 176 | 0 | 203 | 0 | 251 | 0 | 225 | 0 | 304 | 0 | 289 | 0 |
| Affaire classée par un autre organisme municipal, provincial ou fédéral | 372 | 0 | 376 | 0 | 458 | 0 | 422 | 0 | 462 | 0 | 481 | 0 |
| Total | 350 039 | 100 | 368 232 | 100 | 418 341 | 100 | 418 810 | 100 | 445 003 | 100 | 466 641 | 100 |

0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro

1. Les affaires non résolues étaient auparavant simplement considérées comme « non classées ». En 2018, des options plus détaillées ont été ajoutées pour mieux refléter les raisons pour lesquelles les affaires peuvent rester non classées.

Note : Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tableau 3
Agresions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon la province ou le territoire, la région et l'état de classement de l'affaire, 2017 et 2022

| Province ou territoire, région et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|---|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 307 | 100 | 517 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 194 | 63 | 345 | 67 | 34 | 56 | 60 | 75 | 75 | 93 | 44 | 64 |
| Affaires classées par mise en accusation | 102 | 33 | 127 | 25 | 50 | 36 | 21 | 19 | 2 | 3 | 40 | 29 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 11 | 4 | 45 | 9 | 16 | 8 | 19 | 7 | 23 | 4 | 16 | 7 |
| Île-du-Prince-Édouard | 64 | 100 | 175 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 34 | 53 | 119 | 68 | 25 | 45 | 48 | 84 | 80 | 91 | 37 | 65 |
| Affaires classées par mise en accusation | 21 | 33 | 44 | 25 | 55 | 43 | 27 | 9 | 3 | 3 | 44 | 26 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 9 | 14 | 12 | 7 | 19 | 12 | 26 | 7 | 17 | 6 | 19 | 9 |
| Nouvelle-Écosse | 706 | 100 | 915 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 425 | 60 | 653 | 71 | 21 | 41 | 40 | 72 | 75 | 88 | 36 | 55 |
| Affaires classées par mise en accusation | 218 | 31 | 205 | 22 | 55 | 45 | 30 | 18 | 2 | 2 | 42 | 33 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 63 | 9 | 57 | 6 | 24 | 14 | 30 | 10 | 23 | 10 | 22 | 12 |
| Nouveau-Brunswick | 390 | 100 | 715 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 180 | 46 | 437 | 61 | 42 | 59 | 54 | 84 | 82 | 94 | 47 | 67 |
| Affaires classées par mise en accusation | 152 | 39 | 232 | 32 | 43 | 32 | 30 | 12 | 5 | 4 | 39 | 26 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 58 | 15 | 46 | 6 | 15 | 9 | 16 | 4 | 12 | 3 | 15 | 7 |
| Québec | 4 541 | 100 | 7 335 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 833 | 40 | 4 319 | 59 | 18 | 29 | 17 | 25 | 47 | 45 | 22 | 35 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 333 | 29 | 2 349 | 32 | 41 | 54 | 51 | 63 | 27 | 43 | 43 | 50 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 375 | 30 | 667 | 9 | 41 | 16 | 32 | 12 | 26 | 12 | 35 | 15 |
| Ontario | 8 299 | 100 | 11 531 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 3 873 | 47 | 6 236 | 54 | 25 | 34 | 26 | 43 | 61 | 70 | 31 | 42 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 752 | 33 | 3 690 | 32 | 56 | 52 | 36 | 34 | 8 | 9 | 48 | 43 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 674 | 20 | 1 605 | 14 | 19 | 14 | 38 | 24 | 32 | 21 | 21 | 14 |

Tableau 3

Aggressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon la province ou le territoire, la région et l'état de classement de l'affaire, 2017 et 2022

| Province ou territoire, région et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|---|--------------------|-------------|--------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Manitoba | 1 294 | 100 | 1 772 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 619 | 48 | 1 030 | 58 | 20 | 32 | 27 | 47 | 43 | 72 | 26 | 39 |
| Affaires classées par mise en accusation | 446 | 34 | 462 | 26 | 55 | 43 | 28 | 22 | 1 | 1 | 49 | 38 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 229 | 18 | 280 | 16 | 26 | 25 | 45 | 31 | 56 | 26 | 25 | 23 |
| Saskatchewan | 1 081 | 100 | 1 449 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 573 | 53 | 904 | 62 | 26 | 41 | 38 | 73 | 59 | 85 | 31 | 49 |
| Affaires classées par mise en accusation | 374 | 35 | 444 | 31 | 53 | 46 | 22 | 14 | 2 | 2 | 47 | 39 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 134 | 12 | 101 | 7 | 21 | 13 | 40 | 13 | 39 | 13 | 22 | 13 |
| Alberta | 2 917 | 100 | 3 979 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 658 | 57 | 2 547 | 64 | 29 | 40 | 33 | 58 | 56 | 79 | 35 | 50 |
| Affaires classées par mise en accusation | 975 | 33 | 1 108 | 28 | 50 | 42 | 38 | 29 | 4 | 4 | 45 | 35 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 284 | 10 | 324 | 8 | 21 | 18 | 29 | 13 | 40 | 17 | 20 | 16 |
| Colombie-Britannique | 2 558 | 100 | 4 316 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 238 | 48 | 2 741 | 64 | 31 | 50 | 46 | 61 | 87 | 91 | 44 | 62 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 141 | 45 | 1 322 | 31 | 48 | 33 | 34 | 25 | 2 | 1 | 39 | 24 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 179 | 7 | 253 | 6 | 20 | 17 | 21 | 14 | 12 | 8 | 18 | 14 |
| Yukon | 65 | 100 | 132 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 23 | 35 | 80 | 61 | 20 | 46 | 27 | 73 | 30 | 83 | 24 | 54 |
| Affaires classées par mise en accusation | 29 | 45 | 34 | 26 | 35 | 23 | 12 | 12 | 0 | 1 | 31 | 20 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 13 | 20 | 18 | 14 | 44 | 32 | 61 | 15 | 70 | 17 | 44 | 26 |
| Territoires du Nord-Ouest | 180 | 100 | 226 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 62 | 34 | 135 | 60 | 20 | 58 | 22 | 88 | 39 | 85 | 22 | 61 |
| Affaires classées par mise en accusation | 83 | 46 | 68 | 30 | 36 | 24 | 10 | 6 | 0 | 1 | 34 | 22 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 35 | 19 | 23 | 10 | 44 | 18 | 67 | 6 | 61 | 14 | 44 | 18 |

Tableau 3

Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon la province ou le territoire, la région et l'état de classement de l'affaire, 2017 et 2022

| Province ou territoire, région et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|---|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Nunavut | 141 | 100 | 231 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 16 | 11 | 106 | 46 | 11 | 31 | 10 | 74 | 23 | 80 | 12 | 37 |
| Affaires classées par mise en accusation | 95 | 67 | 105 | 45 | 49 | 41 | 24 | 7 | 4 | 0 | 47 | 37 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 30 | 21 | 20 | 9 | 40 | 28 | 66 | 19 | 74 | 20 | 42 | 27 |
| Canada | 22 543 | 100 | 33 293 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 10 728 | 48 | 19 652 | 59 | 25 | 38 | 28 | 46 | 69 | 82 | 32 | 47 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 721 | 34 | 10 190 | 31 | 50 | 46 | 39 | 37 | 5 | 5 | 44 | 38 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 094 | 18 | 3 451 | 10 | 25 | 16 | 33 | 17 | 26 | 13 | 24 | 15 |
| Région | | | | | | | | | | | | |
| Région du Nord ou du Sud¹ | | | | | | | | | | | | |
| Région urbaine du Sud² | 17 255 | 100 | 24 639 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 9 227 | 53 | 15 342 | 62 | 29 | 40 | 30 | 43 | 75 | 83 | 36 | 49 |
| Affaires classées par mise en accusation | 5 182 | 30 | 6 986 | 28 | 50 | 46 | 40 | 40 | 5 | 5 | 44 | 38 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 846 | 16 | 2 311 | 9 | 22 | 14 | 30 | 16 | 20 | 13 | 20 | 13 |
| Région rurale du Sud² | 2 634 | 100 | 4 517 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 658 | 25 | 2 216 | 49 | 13 | 32 | 23 | 55 | 58 | 84 | 19 | 45 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 230 | 47 | 1 668 | 37 | 52 | 48 | 37 | 31 | 4 | 4 | 46 | 38 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 746 | 28 | 633 | 14 | 35 | 20 | 40 | 14 | 37 | 12 | 35 | 17 |
| Région du Nord³ | 2 654 | 100 | 4 137 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 843 | 32 | 2 094 | 51 | 17 | 34 | 19 | 46 | 52 | 79 | 21 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 309 | 49 | 1 536 | 37 | 51 | 44 | 34 | 30 | 4 | 4 | 47 | 39 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 502 | 19 | 507 | 12 | 31 | 22 | 47 | 24 | 45 | 17 | 32 | 21 |
| Région métropolitaine de recensement⁴ | | | | | | | | | | | | |
| Régions métropolitaines de recensement | 15 122 | 100 | 20 878 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 8 620 | 57 | 13 230 | 63 | 31 | 40 | 31 | 41 | 77 | 81 | 38 | 48 |
| Affaires classées par mise en accusation | 4 340 | 29 | 5 837 | 28 | 50 | 47 | 40 | 43 | 5 | 5 | 44 | 39 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 162 | 14 | 1 811 | 9 | 19 | 13 | 28 | 16 | 19 | 14 | 18 | 12 |

Tableau 3

Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon la province ou le territoire, la région et l'état de classement de l'affaire, 2017 et 2022

| Province ou territoire, région et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|---|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Régions autres qu'une région métropolitaine de recensement | 7 421 | 100 | 12 415 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 2 108 | 28 | 6 422 | 52 | 16 | 35 | 22 | 52 | 60 | 84 | 21 | 45 |
| Affaires classées par mise en accusation | 3 381 | 46 | 4 353 | 35 | 51 | 44 | 37 | 30 | 4 | 4 | 46 | 37 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 932 | 26 | 1 640 | 13 | 33 | 21 | 41 | 18 | 35 | 13 | 33 | 18 |

0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro

1. Exclut les données du Centre canadien de police pour les enfants disparus et exploités de la Gendarmerie royale du Canada, ainsi que celles du Groupe de la Police militaire des Forces canadiennes.

2. Comprend l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, ainsi que les régions du sud de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario, du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador. Une région urbaine est définie comme une région métropolitaine de recensement (RMR) ou une agglomération de recensement (AR). Une RMR est composée d'une ou de plusieurs municipalités voisines situées autour d'un grand noyau urbain. Une RMR doit compter au moins 100 000 habitants, dont au moins 50 000 vivent dans le noyau urbain. Pour faire partie de la RMR, les municipalités adjacentes doivent être fortement intégrées à la région urbaine centrale, le degré d'intégration étant mesuré par le débit de la migration quotidienne calculé à partir des données du recensement. Le noyau urbain d'une AR doit compter au moins 10 000 habitants. Les régions rurales désignent toutes les régions situées à l'extérieur des RMR et des AR.

3. Comprend les régions du nord de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario, du Québec, de Terre-Neuve-et-Labrador et des territoires.

4. Une région métropolitaine de recensement (RMR) est composée d'une ou de plusieurs municipalités voisines situées autour d'un grand noyau urbain. Une RMR doit compter au moins 100 000 habitants, dont au moins 50 000 vivent dans le noyau urbain. Pour faire partie de la RMR, les municipalités adjacentes doivent être fortement intégrées à la région urbaine centrale, le degré d'intégration étant mesuré par le débit de la migration quotidienne calculé à partir des données du recensement. Une RMR est normalement desservie par plus d'un service de police. Les chiffres de population des RMR ont été ajustés pour correspondre aux limites des territoires des services de police.

Note : Les affaires classées par mise en accusation comprennent les accusations portées ou recommandées. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tableau 4
Victimes d'agression sexuelle et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le genre et le groupe d'âge de la victime et selon l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Genre et groupe d'âge de la victime et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Genre | | | | | | | | | | | | |
| Femmes et filles | 21 357 | 100 | 31 207 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 9 758 | 46 | 17 884 | 57 | 18 | 31 | 21 | 28 | 61 | 71 | 24 | 37 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 827 | 37 | 10 199 | 33 | 60 | 55 | 51 | 58 | 12 | 13 | 55 | 50 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 3 772 | 18 | 3 124 | 10 | 22 | 14 | 28 | 15 | 28 | 15 | 21 | 13 |
| Hommes et garçons | 2 493 | 100 | 3 626 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 254 | 50 | 2 326 | 64 | 31 | 43 | 25 | 36 | 63 | 76 | 31 | 44 |
| Affaires classées par mise en accusation | 665 | 27 | 747 | 21 | 42 | 39 | 40 | 47 | 9 | 9 | 44 | 41 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 574 | 23 | 553 | 15 | 27 | 18 | 35 | 17 | 28 | 15 | 24 | 16 |
| Total¹ | 23 889 | 100 | 35 013 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 11 026 | 46 | 20 345 | 58 | 24 | 37 | 22 | 30 | 61 | 73 | 28 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 8 505 | 36 | 10 975 | 31 | 51 | 47 | 48 | 55 | 11 | 12 | 50 | 45 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 358 | 18 | 3 693 | 11 | 24 | 16 | 30 | 15 | 28 | 15 | 22 | 14 |
| Groupe d'âge | | | | | | | | | | | | |
| Enfants et jeunes | 9 046 | 100 | 13 618 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 4 136 | 46 | 8 391 | 62 | 27 | 43 | 23 | 36 | 58 | 74 | 32 | 49 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 789 | 31 | 3 270 | 24 | 37 | 34 | 34 | 37 | 5 | 5 | 39 | 33 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 121 | 23 | 1 957 | 14 | 36 | 23 | 43 | 27 | 37 | 21 | 29 | 18 |
| Enfants (11 ans ou moins) | 2 487 | 100 | 3 186 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 173 | 47 | 2 044 | 64 | 30 | 48 | 26 | 27 | 62 | 86 | 31 | 49 |
| Affaires classées par mise en accusation | 610 | 25 | 571 | 18 | 32 | 32 | 40 | 51 | 13 | 4 | 38 | 35 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 704 | 28 | 571 | 18 | 38 | 20 | 34 | 22 | 25 | 10 | 31 | 17 |
| Jeunes (12 à 17 ans) | 6 559 | 100 | 10 432 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 2 963 | 45 | 6 347 | 61 | 25 | 41 | 23 | 38 | 57 | 73 | 32 | 48 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 179 | 33 | 2 699 | 26 | 40 | 34 | 33 | 35 | 4 | 5 | 40 | 32 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 417 | 22 | 1 386 | 13 | 35 | 25 | 45 | 27 | 38 | 22 | 29 | 19 |
| Adultes | 14 781 | 100 | 21 221 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 6 850 | 46 | 11 804 | 56 | 24 | 36 | 22 | 29 | 62 | 73 | 27 | 38 |

Tableau 4
Victimes d'agression sexuelle et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le genre et le groupe d'âge de la victime et selon l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Genre et groupe d'âge de la victime et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Affaires classées par mise en accusation | 5 701 | 39 | 7 687 | 36 | 54 | 49 | 50 | 57 | 12 | 13 | 52 | 48 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 230 | 15 | 1 730 | 8 | 23 | 15 | 29 | 14 | 27 | 14 | 21 | 14 |
| 18 à 30 ans | 8 644 | 100 | 11 596 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 4 204 | 49 | 6 455 | 56 | 25 | 36 | 21 | 29 | 64 | 74 | 29 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 3 301 | 38 | 4 221 | 36 | 55 | 50 | 50 | 57 | 11 | 12 | 53 | 48 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 139 | 13 | 920 | 8 | 20 | 14 | 28 | 14 | 25 | 14 | 19 | 12 |
| 31 à 45 ans | 3 898 | 100 | 6 407 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 698 | 44 | 3 552 | 55 | 22 | 34 | 21 | 27 | 60 | 70 | 24 | 36 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 657 | 43 | 2 416 | 38 | 56 | 52 | 51 | 60 | 13 | 15 | 55 | 51 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 543 | 14 | 439 | 7 | 22 | 14 | 28 | 13 | 27 | 16 | 21 | 13 |
| 46 à 64 ans | 1 746 | 100 | 2 504 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 775 | 44 | 1 379 | 55 | 24 | 37 | 21 | 31 | 61 | 75 | 27 | 39 |
| Affaires classées par mise en accusation | 649 | 37 | 902 | 36 | 50 | 46 | 49 | 54 | 12 | 11 | 49 | 45 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 322 | 18 | 223 | 9 | 26 | 18 | 30 | 15 | 27 | 14 | 24 | 16 |
| 65 ans et plus² | 493 | 100 | 714 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 173 | 35 | 418 | 59 | 25 | 38 | 27 | 36 | 63 | 78 | 29 | 41 |
| Affaires classées par mise en accusation | 94 | 19 | 148 | 21 | 39 | 40 | 41 | 47 | 8 | 8 | 39 | 40 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 226 | 46 | 148 | 21 | 36 | 22 | 32 | 17 | 28 | 14 | 32 | 20 |
| Total³ | 23 889 | 100 | 35 013 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 11 026 | 46 | 20 345 | 58 | 24 | 37 | 22 | 30 | 61 | 73 | 28 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 8 505 | 36 | 10 975 | 31 | 51 | 47 | 48 | 55 | 11 | 12 | 50 | 45 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 358 | 18 | 3 693 | 11 | 24 | 16 | 30 | 15 | 28 | 15 | 22 | 14 |

1. Comprend un petit nombre de victimes dont le genre a été codé comme étant inconnu.

2. Les victimes de plus de 110 ans ont été codées dans la catégorie d'âge inconnu en raison de la possibilité que les affaires pour lesquelles l'âge était inconnu aient été classées incorrectement dans cette catégorie d'âge, tout comme certaines victimes dont l'âge déclaré était de 80 ans et plus, mais qui ont été désignées comme des cas possibles d'erreur de codage.

3. Comprend un petit nombre de victimes dont l'âge a été codé comme étant inconnu.

Note : Les affaires classées par mise en accusation comprennent les accusations portées ou recommandées. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave commise contre la victime. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tableau 5
Victimes d'agression sexuelle et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le lien de l'auteur présumé avec la victime, la gravité des blessures et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Lien de l'auteur présumé avec la victime, gravité des blessures et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Lien de l'auteur présumé avec la victime¹ | | | | | | | | | | | | |
| Personne connue de la victime | 17 607 | 100 | 26 025 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 7 006 | 40 | 13 833 | 53 | 15 | 28 | 18 | 26 | 53 | 69 | 18 | 31 |
| Affaires classées par mise en accusation | 6 947 | 39 | 9 111 | 35 | 57 | 54 | 50 | 59 | 14 | 13 | 55 | 52 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 3 654 | 21 | 3 081 | 12 | 27 | 18 | 31 | 16 | 33 | 18 | 26 | 17 |
| Partenaire intime² | 3 707 | 100 | 7 222 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 092 | 29 | 3 082 | 43 | 10 | 18 | 15 | 18 | 54 | 65 | 12 | 21 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 064 | 56 | 3 600 | 50 | 77 | 77 | 62 | 72 | 21 | 22 | 73 | 73 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 551 | 15 | 540 | 7 | 13 | 5 | 23 | 10 | 26 | 13 | 14 | 6 |
| Membre de la famille | 3 363 | 100 | 4 520 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 435 | 43 | 2 758 | 61 | 17 | 34 | 19 | 32 | 51 | 73 | 19 | 36 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 185 | 35 | 1 206 | 27 | 40 | 36 | 48 | 54 | 9 | 9 | 44 | 39 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 743 | 22 | 556 | 12 | 42 | 30 | 33 | 14 | 40 | 17 | 36 | 25 |
| Parent³ | 1 064 | 100 | 1 545 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 553 | 52 | 1 046 | 68 | 21 | 39 | 20 | 31 | 50 | 73 | 22 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 327 | 31 | 371 | 24 | 41 | 39 | 48 | 54 | 12 | 13 | 45 | 43 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 184 | 17 | 128 | 8 | 38 | 22 | 32 | 15 | 38 | 14 | 33 | 18 |
| Autre membre de la famille⁴ | 2 299 | 100 | 2 975 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 882 | 38 | 1 712 | 58 | 16 | 32 | 19 | 32 | 52 | 73 | 18 | 34 |
| Affaires classées par mise en accusation | 858 | 37 | 835 | 28 | 40 | 34 | 48 | 54 | 8 | 8 | 44 | 37 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 559 | 24 | 428 | 14 | 44 | 35 | 34 | 14 | 40 | 18 | 38 | 29 |
| Ami ou connaissance | 8 196 | 100 | 11 026 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 3 470 | 42 | 6 209 | 56 | 21 | 37 | 21 | 35 | 52 | 72 | 24 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 830 | 35 | 3 174 | 29 | 41 | 36 | 34 | 39 | 8 | 7 | 41 | 36 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 896 | 23 | 1 643 | 15 | 38 | 27 | 45 | 26 | 40 | 21 | 35 | 24 |

Tableau 5
Victimes d'agression sexuelle et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le lien de l'auteur présumé avec la victime, la gravité des blessures et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Lien de l'auteur présumé avec la victime, gravité des blessures et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Autre personne⁵ | 2 341 | 100 | 3 257 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 009 | 43 | 1 784 | 55 | 21 | 35 | 26 | 33 | 55 | 68 | 20 | 32 |
| Affaires classées par mise en accusation | 868 | 37 | 1 131 | 35 | 45 | 42 | 41 | 50 | 12 | 8 | 52 | 49 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 464 | 20 | 342 | 11 | 34 | 23 | 33 | 16 | 33 | 24 | 28 | 19 |
| Étranger | 4 165 | 100 | 4 604 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 2 595 | 62 | 3 023 | 66 | 47 | 53 | 36 | 46 | 78 | 83 | 47 | 54 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 188 | 29 | 1 290 | 28 | 38 | 35 | 42 | 41 | 5 | 6 | 41 | 36 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 382 | 9 | 291 | 6 | 15 | 12 | 23 | 13 | 17 | 11 | 12 | 10 |
| Lien inconnu | 2 117 | 100 | 4 384 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 425 | 67 | 3 489 | 80 | 55 | 68 | 48 | 50 | 84 | 84 | 55 | 67 |
| Affaires classées par mise en accusation | 370 | 17 | 574 | 13 | 27 | 21 | 27 | 37 | 5 | 10 | 29 | 24 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 322 | 15 | 321 | 7 | 18 | 10 | 26 | 13 | 12 | 6 | 16 | 9 |
| Total | 23 889 | 100 | 35 013 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 11 026 | 46 | 20 345 | 58 | 24 | 37 | 22 | 30 | 61 | 73 | 28 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 8 505 | 36 | 10 975 | 31 | 51 | 47 | 48 | 55 | 11 | 12 | 50 | 45 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 358 | 18 | 3 693 | 11 | 24 | 16 | 30 | 15 | 28 | 15 | 22 | 14 |
| Gravité des blessures | | | | | | | | | | | | |
| Blessures | 5 178 | 100 | 6 202 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 2 139 | 41 | 2 859 | 46 | 23 | 32 | 9 | 14 | ... | ... | 24 | 33 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 429 | 47 | 2 870 | 46 | 58 | 55 | 68 | 77 | ... | ... | 58 | 55 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 610 | 12 | 473 | 8 | 20 | 13 | 23 | 9 | ... | ... | 18 | 12 |
| Blessures mineures⁶ | 5 103 | 100 | 6 136 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 2 115 | 41 | 2 833 | 46 | 22 | 32 | 9 | 14 | ... | ... | 24 | 33 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 380 | 47 | 2 832 | 46 | 57 | 54 | 68 | 77 | ... | ... | 58 | 55 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 608 | 12 | 471 | 8 | 20 | 14 | 23 | 9 | ... | ... | 18 | 13 |

Tableau 5
Victimes d'agression sexuelle et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le lien de l'auteur présumé avec la victime, la gravité des blessures et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Lien de l'auteur présumé avec la victime, gravité des blessures et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Blessures graves ou décès⁷ | 75 | 100 | 66 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | ... | ... | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 24 | 32 | 26 | 39 | 29 | 33 | ... | ... | ... | ... | 30 | 33 |
| Affaires classées par mise en accusation | 49 | 65 | 38 | 58 | 65 | 64 | ... | ... | ... | ... | 64 | 63 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 | 3 | 2 | 3 | 6 | 4 | ... | ... | ... | ... | 5 | 4 |
| Aucune blessure | 15 784 | 100 | 22 447 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 7 341 | 47 | 12 878 | 57 | 25 | 40 | 22 | 30 | 61 | 73 | 29 | 43 |
| Affaires classées par mise en accusation | 5 268 | 33 | 6 838 | 30 | 44 | 41 | 48 | 54 | 11 | 12 | 45 | 41 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 3 175 | 20 | 2 731 | 12 | 31 | 20 | 30 | 15 | 28 | 15 | 26 | 16 |
| Gravité inconnue | 2 927 | 100 | 6 364 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 546 | 53 | 4 608 | 72 | 33 | 55 | 13 | 31 | ... | ... | 36 | 56 |
| Affaires classées par mise en accusation | 808 | 28 | 1 267 | 20 | 40 | 30 | 56 | 55 | ... | ... | 40 | 31 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 573 | 20 | 489 | 8 | 27 | 15 | 30 | 14 | ... | ... | 24 | 13 |
| Total | 23 889 | 100 | 35 013 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 11 026 | 46 | 20 345 | 58 | 24 | 37 | 22 | 30 | 61 | 73 | 28 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 8 505 | 36 | 10 975 | 31 | 51 | 47 | 48 | 55 | 11 | 12 | 50 | 45 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 358 | 18 | 3 693 | 11 | 24 | 16 | 30 | 15 | 28 | 15 | 22 | 14 |

... n'ayant pas lieu de figurer

1. Pendant le traitement des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, la méthode du plus proche voisin est utilisée lorsque le lien de l'auteur présumé avec la victime est inconnu (c.-à-d. que les liens initialement déclarés comme étant inconnus par la police sont saisis manuellement en fonction d'un certain nombre de similitudes avec d'autres variables). Pour les besoins de cet indicateur, l'imputation du lien de l'auteur présumé avec la victime a été annulée et le lien initialement codé comme étant inconnu est conservé comme mesure inconnue pour les enquêtes.
2. Comprend les conjoints mariés, les conjoints de fait et les partenaires amoureux (c.-à-d. petits amis, petites amies) actuels et anciens, ainsi que les autres partenaires intimes (p. ex. partenaires de relations sans lendemain). Les victimes de violence conjugale comprennent les personnes de 15 ans et plus, et les victimes de violence entre partenaires amoureux comprennent les personnes de 12 ans et plus.
3. Comprend les parents biologiques, les beaux-parents, les parents adoptifs et les parents de famille d'accueil.
4. Comprend les autres membres de la famille apparentés à la victime par le sang, par alliance (y compris l'union de fait) ou par l'adoption (p. ex. les frères et sœurs, les enfants, les petits-enfants, les neveux et nièces, et les membres d'une belle-famille).
5. Comprend les voisins, les colocataires, les symboles d'autorité, les symboles d'autorité inversés (p. ex. un élève par rapport à un enseignant, un patient par rapport à un médecin), les relations d'affaires et les relations criminelles (c.-à-d. les relations fondées sur des activités illicites).
6. Comprend les blessures qui n'ont pas nécessité de soins médicaux professionnels ou qui ont nécessité uniquement des premiers soins (p. ex. bandage ou glace).
7. Comprend les blessures qui ont nécessité des soins médicaux professionnels sur les lieux de l'affaire ou le transport vers un établissement médical, et les blessures qui ont entraîné la mort.

Note : Les affaires classées par mise en accusation comprennent les accusations portées ou recommandées. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave commise contre la victime. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tableau 6
Auteurs présumés d'agression sexuelle et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le genre et le groupe d'âge de l'auteur présumé et selon l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Genre et groupe d'âge de l'auteur présumé et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Genre | | | | | | | | | | | | |
| Femmes et filles | 322 | 100 | 523 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 156 | 48 | 314 | 60 | 57 | 66 | 32 | 52 | 9 | 18 | 55 | 64 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 166 | 52 | 209 | 40 | 43 | 34 | 68 | 48 | 91 | 82 | 45 | 36 |
| Hommes et garçons | 11 612 | 100 | 12 908 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 784 | 67 | 10 010 | 78 | 69 | 76 | 58 | 73 | 18 | 29 | 68 | 75 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 3 828 | 33 | 2 898 | 22 | 31 | 24 | 42 | 27 | 82 | 71 | 32 | 25 |
| Total¹ | 11 992 | 100 | 13 555 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 962 | 66 | 10 396 | 77 | 66 | 73 | 53 | 69 | 14 | 25 | 65 | 72 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 030 | 34 | 3 159 | 23 | 34 | 27 | 47 | 31 | 86 | 75 | 35 | 28 |
| Groupe d'âge | | | | | | | | | | | | |
| Jeunes (12 à 17 ans) | 2 298 | 100 | 2 547 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 162 | 51 | 1 516 | 60 | 48 | 49 | 26 | 41 | 4 | 6 | 51 | 52 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 136 | 49 | 1 031 | 40 | 52 | 51 | 74 | 59 | 96 | 94 | 49 | 48 |
| Adultes | 9 694 | 100 | 11 008 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 6 800 | 70 | 8 880 | 81 | 68 | 76 | 55 | 71 | 16 | 27 | 67 | 75 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 894 | 30 | 2 128 | 19 | 32 | 24 | 45 | 29 | 84 | 73 | 33 | 25 |
| 18 à 30 ans | 3 827 | 100 | 4 055 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 778 | 73 | 3 304 | 81 | 69 | 75 | 56 | 71 | 15 | 26 | 70 | 76 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 049 | 27 | 751 | 19 | 31 | 25 | 44 | 29 | 85 | 74 | 30 | 24 |
| 31 à 45 ans | 2 999 | 100 | 3 761 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 235 | 75 | 3 160 | 84 | 71 | 79 | 59 | 75 | 16 | 30 | 69 | 78 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 764 | 25 | 601 | 16 | 29 | 21 | 41 | 25 | 84 | 70 | 31 | 22 |

Tableau 6
Auteurs présumés d'agression sexuelle et d'autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le genre et le groupe d'âge de l'auteur présumé et selon l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Genre et groupe d'âge de l'auteur présumé et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| 46 à 64 ans | 2 121 | 100 | 2 407 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 457 | 69 | 1 941 | 81 | 65 | 74 | 50 | 68 | 16 | 26 | 62 | 72 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 664 | 31 | 466 | 19 | 35 | 26 | 50 | 32 | 84 | 74 | 38 | 28 |
| 65 ans et plus | 747 | 100 | 785 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 330 | 44 | 475 | 61 | 39 | 55 | 38 | 53 | 10 | 14 | 40 | 56 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 417 | 56 | 310 | 39 | 61 | 45 | 62 | 47 | 90 | 86 | 60 | 44 |
| Total | 11 992 | 100 | 13 555 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 962 | 66 | 10 396 | 77 | 66 | 73 | 53 | 69 | 14 | 25 | 65 | 72 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 030 | 34 | 3 159 | 23 | 34 | 27 | 47 | 31 | 86 | 75 | 35 | 28 |

1. Comprend un petit nombre d'auteurs présumés dont le genre a été codé comme étant inconnu.

Note : Comprend les auteurs présumés de 12 ans et plus, car ceux de moins de 12 ans ne peuvent pas être tenus criminellement responsables. Les auteurs présumés de plus de 110 ans ont été codés dans la catégorie d'âge inconnu en raison de la possibilité que les affaires pour lesquelles l'âge était inconnu aient été classées incorrectement dans cette catégorie d'âge. Les affaires classées par mise en accusation comprennent les accusations portées ou recommandées. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tableau 7

Aggressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le type d'infraction, l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Type d'infraction, arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Type d'infraction | | | | | | | | | | | | |
| Niveau 1 | 22 015 | 100 | 32 618 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires non classées | 10 537 | 48 | 19 432 | 60 | 25 | 40 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 426 | 34 | 9 762 | 30 | 47 | 41 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 052 | 18 | 3 424 | 10 | 29 | 19 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Niveau 2 | 387 | 100 | 563 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires non classées | 150 | 39 | 172 | 31 | 25 | 33 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires classées par mise en accusation | 207 | 53 | 368 | 65 | 60 | 57 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires classées sans mise en accusation | 30 | 8 | 23 | 4 | 15 | 10 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Niveau 3 | 141 | 100 | 112 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires non classées | 41 | 29 | 48 | 43 | 19 | 24 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires classées par mise en accusation | 88 | 62 | 60 | 54 | 78 | 74 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Affaires classées sans mise en accusation | 12 | 9 | 4 | 4 | 4 | 2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Total | 22 543 | 100 | 33 293 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 10 728 | 48 | 19 652 | 59 | 25 | 38 | 28 | 46 | 69 | 82 | 32 | 47 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 721 | 34 | 10 190 | 31 | 50 | 46 | 39 | 37 | 5 | 5 | 44 | 38 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 094 | 18 | 3 451 | 10 | 25 | 16 | 33 | 17 | 26 | 13 | 24 | 15 |
| Arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire¹ | | | | | | | | | | | | |
| Aucune arme | 70 | 100 | 2 273 | 100 | ... | ... | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 54 | 77 | 1 259 | 55 | ... | ... | 34 | 55 | 71 | 84 | 51 | 71 |
| Affaires classées par mise en accusation | 8 | 11 | 602 | 26 | ... | ... | 30 | 26 | 3 | 4 | 21 | 15 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 8 | 11 | 412 | 18 | ... | ... | 35 | 19 | 25 | 13 | 29 | 14 |
| Menaces² | 72 | 100 | 70 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 40 | 56 | 34 | 49 | 28 | 35 | 29 | 46 | 64 | 82 | 42 | 64 |
| Affaires classées par mise en accusation | 20 | 28 | 27 | 39 | 53 | 49 | 39 | 36 | 5 | 3 | 31 | 20 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 12 | 17 | 9 | 13 | 20 | 16 | 32 | 17 | 31 | 15 | 27 | 16 |

Tableau 7

Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon le type d'infraction, l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Type d'infraction, arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Force physique | 16 052 | 100 | 20 280 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 7 801 | 49 | 11 632 | 57 | 25 | 38 | 14 | 24 | ... | ... | 28 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 5 800 | 36 | 6 530 | 32 | 52 | 43 | 72 | 66 | ... | ... | 51 | 44 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 451 | 15 | 2 118 | 10 | 23 | 18 | 15 | 11 | ... | ... | 21 | 16 |
| Arme | 574 | 100 | 759 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | ... | ... | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 198 | 34 | 275 | 36 | 28 | 39 | 30 | 44 | ... | ... | 33 | 42 |
| Affaires classées par mise en accusation | 334 | 58 | 441 | 58 | 58 | 49 | 50 | 37 | ... | ... | 55 | 48 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 42 | 7 | 43 | 6 | 14 | 12 | 20 | 19 | ... | ... | 12 | 10 |
| Arme inconnue | 1 258 | 100 | 2 606 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 812 | 65 | 2 146 | 82 | 62 | 78 | 38 | 71 | 96 | 83 | 57 | 77 |
| Affaires classées par mise en accusation | 232 | 18 | 257 | 10 | 19 | 12 | 17 | 13 | 4 | 2 | 22 | 13 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 214 | 17 | 203 | 8 | 19 | 10 | 45 | 16 | 0 | 16 | 21 | 10 |
| Total | 18 026 | 100 | 25 988 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 8 905 | 49 | 15 346 | 59 | 26 | 40 | 32 | 53 | 70 | 83 | 34 | 50 |
| Affaires classées par mise en accusation | 6 394 | 35 | 7 857 | 30 | 52 | 44 | 34 | 28 | 4 | 4 | 45 | 35 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 727 | 15 | 2 785 | 11 | 21 | 16 | 34 | 18 | 26 | 13 | 21 | 15 |

... n'ayant pas lieu de figurer

0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro

1. En raison de préoccupations liées à la qualité des données, la province de Québec est exclue sauf si l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire était une arme à feu. Les données du Service de police de la Ville de Québec sont également exclues, peu importe l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire.

2. Comprend les menaces qui supposent que la mort ou des blessures sont possibles.

Note : Les affaires classées par mise en accusation comprennent les accusations portées ou recommandées. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tableau 8

Aggressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon la durée de l'affaire, le temps mis pour signaler l'affaire à la police et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Durée de l'affaire, temps mis pour signaler l'affaire à la police et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Durée de l'affaire | | | | | | | | | | | | |
| Affaires isolées ou affaires d'un seul jour | 15 357 | 100 | 22 668 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 7 374 | 48 | 13 711 | 60 | 25 | 39 | 31 | 51 | 72 | 85 | 32 | 47 |
| Affaires classées par mise en accusation | 5 321 | 35 | 6 617 | 29 | 50 | 45 | 35 | 30 | 3 | 3 | 44 | 37 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 662 | 17 | 2 340 | 10 | 25 | 17 | 35 | 18 | 25 | 12 | 24 | 15 |
| Affaires qui se sont déroulées sur une certaine période | 7 186 | 100 | 10 625 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 3 354 | 47 | 5 941 | 56 | 19 | 28 | 23 | 32 | 57 | 69 | 31 | 43 |
| Affaires classées par mise en accusation | 2 400 | 33 | 3 573 | 34 | 57 | 63 | 46 | 56 | 11 | 13 | 45 | 46 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 432 | 20 | 1 111 | 10 | 23 | 10 | 31 | 13 | 32 | 19 | 24 | 11 |
| Jusqu'à une semaine¹ | 2 289 | 100 | 3 126 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 149 | 50 | 1 851 | 59 | 22 | 31 | 24 | 34 | 59 | 70 | 32 | 45 |
| Affaires classées par mise en accusation | 741 | 32 | 1 015 | 32 | 54 | 56 | 44 | 53 | 8 | 11 | 43 | 42 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 399 | 17 | 260 | 8 | 24 | 13 | 31 | 13 | 33 | 19 | 25 | 12 |
| Plus d'une semaine² | 4 897 | 100 | 7 499 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 2 205 | 45 | 4 090 | 55 | 16 | 24 | 23 | 31 | 56 | 68 | 29 | 41 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 659 | 34 | 2 558 | 34 | 62 | 69 | 47 | 57 | 13 | 14 | 47 | 48 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 033 | 21 | 851 | 11 | 22 | 7 | 31 | 12 | 31 | 18 | 24 | 11 |
| Total | 22 543 | 100 | 33 293 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 10 728 | 48 | 19 652 | 59 | 25 | 38 | 28 | 46 | 69 | 82 | 32 | 47 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 721 | 34 | 10 190 | 31 | 50 | 46 | 39 | 37 | 5 | 5 | 44 | 38 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 094 | 18 | 3 451 | 10 | 25 | 16 | 33 | 17 | 26 | 13 | 24 | 15 |

Tableau 8

Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon la durée de l'affaire, le temps mis pour signaler l'affaire à la police et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Durée de l'affaire, temps mis pour signaler l'affaire à la police et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Temps mis pour signaler l'affaire à la police³ | | | | | | | | | | | | |
| Signalement le jour même de l'affaire | 11 145 | 100 | 16 360 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 5 239 | 47 | 9 800 | 60 | 24 | 38 | 27 | 47 | 71 | 83 | 31 | 47 |
| Affaires classées par mise en accusation | 4 105 | 37 | 4 888 | 30 | 51 | 46 | 39 | 36 | 4 | 4 | 46 | 38 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 801 | 16 | 1 672 | 10 | 25 | 17 | 34 | 17 | 25 | 13 | 23 | 15 |
| Signalement dans la semaine suivant l'affaire⁴ | | | | | | | | | | | | |
| | 4 316 | 100 | 5 677 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 2 035 | 47 | 3 236 | 57 | 29 | 41 | 31 | 42 | 62 | 74 | 35 | 49 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 447 | 34 | 1 852 | 33 | 43 | 43 | 37 | 43 | 8 | 9 | 38 | 36 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 834 | 19 | 589 | 10 | 28 | 17 | 32 | 15 | 30 | 17 | 27 | 15 |
| Signalement dans le mois suivant l'affaire⁵ | | | | | | | | | | | | |
| | 1 689 | 100 | 2 427 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 763 | 45 | 1 366 | 56 | 28 | 39 | 31 | 42 | 56 | 77 | 34 | 48 |
| Affaires classées par mise en accusation | 534 | 32 | 793 | 33 | 43 | 47 | 37 | 44 | 8 | 8 | 39 | 39 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 392 | 23 | 268 | 11 | 29 | 14 | 32 | 14 | 36 | 15 | 27 | 13 |
| Signalement dans l'année suivant l'affaire⁶ | | | | | | | | | | | | |
| | 2 442 | 100 | 4 404 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 127 | 46 | 2 439 | 55 | 26 | 34 | 29 | 41 | 57 | 76 | 34 | 46 |
| Affaires classées par mise en accusation | 793 | 32 | 1 504 | 34 | 48 | 58 | 38 | 45 | 10 | 9 | 42 | 44 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 522 | 21 | 461 | 10 | 26 | 9 | 34 | 14 | 33 | 15 | 24 | 10 |
| Signalement plus d'une année après l'affaire | | | | | | | | | | | | |
| | 2 827 | 100 | 4 214 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 508 | 53 | 2 682 | 64 | 31 | 40 | 37 | 50 | 55 | 70 | 42 | 54 |
| Affaires classées par mise en accusation | 788 | 28 | 1 093 | 26 | 40 | 54 | 30 | 40 | 7 | 11 | 39 | 37 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 531 | 19 | 439 | 10 | 29 | 6 | 33 | 9 | 38 | 18 | 19 | 9 |

Tableau 8

Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon la durée de l'affaire, le temps mis pour signaler l'affaire à la police et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Durée de l'affaire, temps mis pour signaler l'affaire à la police et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|--|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Total¹ | 22 543 | 100 | 33 293 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 10 728 | 48 | 19 652 | 59 | 25 | 38 | 28 | 46 | 69 | 82 | 32 | 47 |
| Affaires classées par mise en accusation | 7 721 | 34 | 10 190 | 31 | 50 | 46 | 39 | 37 | 5 | 5 | 44 | 38 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 4 094 | 18 | 3 451 | 10 | 25 | 16 | 33 | 17 | 26 | 13 | 24 | 15 |

1. Comprend les affaires qui ont duré de 1 à 7 jours.

2. Comprend les affaires qui ont duré 8 jours et plus.

3. Temps calculé en fonction de la date de fin d'une affaire.

4. Comprend les affaires qui ont été signalées de 1 à 7 jours après avoir eu lieu.

5. Comprend les affaires qui ont été signalées de 8 à 30 jours après avoir eu lieu.

6. Comprend les affaires qui ont été signalées de 31 à 365 jours après avoir eu lieu.

7. Comprend un petit nombre d'affaires dont la date de signalement était inconnue (c.-à-d. les affaires qui ont été signalées avant la date de fin de l'affaire enregistrée).

Note : Les affaires classées par mise en accusation comprennent les accusations portées ou recommandées. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave commise contre la victime. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tableau 9
Agressions sexuelles et autres types de crimes violents déclarés par la police, selon les renseignements incomplets dans le dossier de l'affaire et l'état de classement de l'affaire, Canada, 2017 et 2022

| Renseignements incomplets dans le dossier de l'affaire et état de classement de l'affaire | Agression sexuelle | | | | Voies de fait | | Harcèlement criminel | | Communications indécentes ou harcelantes | | Total des crimes violents | |
|---|--------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|----------------------|------------|--|------------|---------------------------|------------|
| | 2017 | | 2022 | | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 | 2017 | 2022 |
| | nombre | pourcentage | nombre | pourcentage | pourcentage | | | | | | | |
| Aucun élément inconnu | 11 476 | 100 | 14 609 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 5 385 | 47 | 7 710 | 53 | 24 | 35 | 25 | 34 | 64 | 77 | 29 | 40 |
| Affaires classées par mise en accusation | 4 452 | 39 | 5 270 | 36 | 54 | 47 | 46 | 46 | 7 | 8 | 51 | 44 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 1 639 | 14 | 1 629 | 11 | 22 | 17 | 29 | 20 | 29 | 15 | 21 | 16 |
| Éléments inconnus | 5 851 | 100 | 10 348 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 3 334 | 57 | 7 203 | 70 | 44 | 62 | 30 | 45 | 74 | 81 | 46 | 63 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 567 | 27 | 2 146 | 21 | 34 | 25 | 40 | 40 | 7 | 8 | 35 | 26 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 950 | 16 | 999 | 10 | 22 | 13 | 30 | 15 | 19 | 11 | 19 | 11 |
| Un élément inconnu | 4 185 | 100 | 6 641 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 2 148 | 51 | 4 122 | 62 | 39 | 57 | 29 | 44 | 72 | 80 | 41 | 57 |
| Affaires classées par mise en accusation | 1 328 | 32 | 1 769 | 27 | 38 | 29 | 40 | 41 | 7 | 8 | 39 | 30 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 709 | 17 | 750 | 11 | 23 | 14 | 31 | 15 | 20 | 11 | 20 | 13 |
| Au moins deux éléments inconnus | 1 666 | 100 | 3 707 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 1 186 | 71 | 3 081 | 83 | 68 | 81 | 33 | 56 | 92 | 87 | 67 | 80 |
| Affaires classées par mise en accusation | 239 | 14 | 377 | 10 | 15 | 10 | 45 | 31 | 2 | 7 | 18 | 12 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 241 | 14 | 249 | 7 | 17 | 9 | 22 | 13 | 6 | 5 | 15 | 8 |
| Total | 17 327 | 100 | 24 957 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Affaires non classées | 8 719 | 50 | 14 913 | 60 | 27 | 41 | 26 | 37 | 66 | 78 | 32 | 45 |
| Affaires classées par mise en accusation | 6 019 | 35 | 7 416 | 30 | 51 | 42 | 45 | 45 | 7 | 8 | 48 | 40 |
| Affaires classées sans mise en accusation | 2 589 | 15 | 2 628 | 11 | 22 | 16 | 29 | 19 | 27 | 14 | 20 | 15 |

Note : Les éléments clés de cet indicateur comprennent l'heure de l'affaire, le lieu de l'affaire, l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire, le lien de l'auteur présumé avec la victime et la gravité des blessures subies par la victime. L'heure de l'affaire, le lieu de l'affaire et l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire constituent les caractéristiques de l'affaire, tandis que le lien de l'auteur présumé avec la victime et la gravité des blessures constituent les caractéristiques de la victime. Certaines affaires comptent plusieurs victimes, et le lien de l'auteur présumé avec la victime et la gravité des blessures peuvent être connus pour certaines victimes, mais pas pour d'autres, dans une affaire donnée. Par conséquent, les affaires comptant plusieurs victimes sont exclues. Pendant le traitement des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, la méthode du plus proche voisin est utilisée lorsque le lien de l'auteur présumé avec la victime est inconnu (c.-à-d. que les liens initialement déclarés comme étant inconnus par la police sont saisis manuellement en fonction d'un certain nombre de similitudes avec d'autres variables). Pour les besoins de cet indicateur, l'imputation du lien de l'auteur présumé avec la victime a été annulée et le lien initialement codé comme étant inconnu est conservé comme mesure inconnue pour les enquêtes. En raison de préoccupations liées à la qualité des données sur l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire, la province de Québec est exclue sauf si l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire était une arme à feu. Les données du Service de police de la Ville de Québec sont également exclues, peu importe l'arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire. Les affaires classées par mise en accusation comprennent les accusations portées ou recommandées. Les données sur les infractions sont fondées sur l'infraction la plus grave dans l'affaire. L'agression sexuelle comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3, et les voies de fait comprennent les voies de fait des niveaux 1, 2 et 3. En raison de l'arrondissement, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités, base de données sur les tendances du Programme de déclaration uniforme de la criminalité.